

LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX D'ANIMAUX VIVANTS

Étude de Législation et de Police Sanitaire Vétérinaire

*Thèse de Doctorat ès Sciences Économiques et Publiques
présentée et soutenue le 5 juin 1934 à 14 heures*

PAR

G. FAUCILHON

JURY ... $\left\{ \begin{array}{l} \text{Président : M. LE FUR, professeur.} \\ \text{Suffragants } \left\{ \begin{array}{l} \text{MM. GEOUFFRE DE LA PRADELLE} \\ \text{SCELLE.} \end{array} \right. \end{array} \right\} \text{Professeurs}$

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
ÉCHANGES INTERNATIONAUX
D'ANIMAUX VIVANTS

Etude de législation
et de Police Sanitaire Vétérinaire

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LES ÉCHANGES INTERNATIONAUX D'ANIMAUX VIVANTS

Étude de Législation et de Police Sanitaire Vétérinaire

*Thèse de Doctorat ès Sciences Économiques et Publiques
présentée et soutenue le 5 juin 1934 à 14 heures*

PAR

G. FAUCILHON

JURY ... { *Président : M. LE FUR, professeur.*
 { *Suffragants* { MM. GEOUFFRE DE LA PRADELLE } *Professeurs*
 { SCELLE. }

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1934



INTRODUCTION

Position du problème

A ne considérer le trafic international des animaux vivants que sous son aspect purement commercial, il ne semble pas qu'il y ait une différence appréciable entre les animaux vivants — corps animés — et les autres marchandises — corps inanimés.

Les uns et les autres sont soumis aux mêmes normes, aux mêmes réactions, aux mêmes effets de la politique économique des nations.

Dans les périodes de prospérité un semblant de libre-échange tend à s'établir. Mais aussitôt que, soit à la suite d'un malaise économique passager, soit à la suite d'une crise sérieuse et durable, comme on en voit périodiquement — crise de surproduction, crise de réadaptation — le marché intérieur se ressent de la concurrence étrangère, les mesures douanières entrent en jeu sans tarder avec les ressources de leur infinie variété. Augmentation judicieuse des tarifs douaniers, restrictions, prohibitions, contingentements... tout doit contribuer à rétablir l'équilibre, rompu au détriment de l'économie nationale.

Les animaux vivants, en tant que marchandises, n'échappent pas à ces mesures.

Tout récemment la France, en présence d'importa-

tions massives de bétail, a cru devoir, pour protéger le paysan et l'éleveur français, prendre des mesures partielles d'interdiction, et des mesures générales de contingentement à l'égard des porcs, bovins, moutons, volailles et chevaux de provenance étrangère.

Mais il est un autre aspect du commerce des animaux vivants. Comme l'a fort bien dit un membre du Comité économique de la Société des Nations, M. R. Schüller, le commerce des animaux « est le seul qui s'occupe d'êtres vivants... exposés à des maladies, à des maladies infectieuses notamment ; c'est cet aspect du commerce du bétail qui lui donne sa note caractéristique et le distingue de tout autre trafic ».

Caractéristique non négligeable, puisqu'elle soulève un problème technique, juridique et économique des plus importants dont les données opposent, en l'état actuel des choses, la conservation d'une des principales sources de richesse des nations à la liberté nécessaire du commerce international.

Le point de vue national

Sur le plan national le problème se pose de la façon suivante.

Le commerce des animaux est l'agent le plus efficace de la propagation des maladies contagieuses. Il convient donc que tout pays soucieux de la santé de son cheptel, prenne, en toute souveraineté, les mesures les plus rigoureuses pour empêcher l'introduction sur son territoire d'animaux étrangers malades ou contaminés.

Il est normal qu'un pays qui s'impose des sacrifices considérables, non seulement pour empêcher l'extension

de ses foyers d'infection, mais encore pour extirper la maladie de ses étables, prenne les plus grandes précautions pour éviter l'apport d'infections étrangères.

Il suffit pour se rendre compte du danger d'une négligence ou d'une trop grande liberté à cet égard, de rappeler quelques dommages causés en Europe par les maladies importées.

S'il existe des maladies connues en Europe de toute antiquité et qui paraissent « autochtones », d'autres — et c'est le plus grand nombre — ont été importées soit d'Asie à la suite de guerres et de grandes migrations, soit plus récemment d'Afrique ou d'Amérique comme conséquence des transactions commerciales.

Nous avons à l'égard de la fièvre aphteuse des documents assez précis. Il est établi qu'elle existait en Asie de temps immémorial. De proche en proche à la faveur des guerres, puis d'un certain progrès dans les transports et notamment dans les transports maritimes, elle gagna l'Europe par une double route intérieure et par mer se répandit dans tout le bassin méditerranéen.

Dès le XVI^e siècle on trouve la description de ses symptômes par des auteurs italiens. Elle pénètre en 1682 et 1683 en France où elle se propage rapidement ainsi qu'en Allemagne, Suisse, Pologne. Wincler, premier médecin du prince Palatin, déclare à son sujet que « la « maladie a une marche réglée, faisant environ deux « milles d'Allemagne par jour, sans épargner une seule « paroisse sur son chemin et dans les environs ».

Vers 1839 la fièvre aphteuse s'implante en Grande-Bretagne. C'est, en effet, dans un numéro du « *Veterinarian* » de cette année que sous le titre « *L'épidémie actuelle* » une description est faite par M. Hill, d'un foyer

apparu dans un effectif de sept cent vaches. Six d'entre elles furent frappées des mêmes signes de contagion en même temps et dix jours après cinq cents vaches étaient atteintes.

Depuis cette époque la fièvre aphteuse a sévi en Grande-Bretagne à de nombreuses reprises. En 1870 plus d'un million d'animaux étaient atteints. Aujourd'hui encore, malgré l'extrême rigueur des mesures de protection, cette maladie réapparaît de temps à autre en foyers limités.

En France, les ravages de la fièvre aphteuse constatés de 1899 à 1901 ont coûté environ deux cents millions de francs-or à notre élevage d'après une note du ministère de l'agriculture du 3 septembre 1906.

A l'heure actuelle la fièvre aphteuse règne encore en permanence dans la plupart des pays et se fait sentir surtout par de violentes poussées périodiques et générales dont la dernière remonte à 1926.

Parmi les autres maladies qui firent subir, dans le siècle dernier, des pertes énormes à l'élevage, certaines ne sont plus guère à craindre semble-t-il, ce sont : la peste bovine, la pleuropneumonie contagieuse des bovins la morve des équidés... Certaines ont subsisté : charbons, rouget des porcs ; d'autres sont largement étendues infligeant, à leur tour, un lourd tribut à l'élevage : peste du porc, avortement épizootique, mammites, tuberculose...

Tuberculose bovine surtout dont les relations très étroites avec la tuberculose humaine sont maintenant démontrées, permettant d'affirmer que dans un grand nombre de cas, l'ingestion de lait provenant de vaches contaminées est responsable de la tuberculose humaine, surtout pendant le premier âge.

Particulièrement typique est la situation du Maroc, indemne jusqu'à ces dernières années de la plupart des maladies contagieuses et qui voit aujourd'hui son cheptel décimé par la fièvre aphteuse, l'avortement épizootique, la fièvre de Malte, la tuberculose... Tous les foyers initiaux de ces maladies sont, au Maroc, dûs à des importations d'animaux étrangers.

Aussi bien est-il permis de conclure à la nécessité, pour chaque pays, de surveiller strictement les importations d'animaux sur son territoire et à la légitimité du droit d'appliquer souverainement les mesures de protection qu'il juge convenables, dussent-elles empêcher dans certains cas toutes transactions internationales.

Le point de vue international

Sur le plan international le problème est tout autre.

On sait quelle importance ont pris, au cours de ces cinquante dernières années et surtout depuis la guerre, les questions internationales.

La notion de souveraineté des Etats, considérée longtemps comme intangible, a subi avec des fortunes diverses des assauts redoutables.

Certains auteurs ont même admis qu'on doit tenir cette notion de souveraineté comme « virtuellement abolie » et que « si elle resté encore usitée dans le langage officiel et un peu moins dans le langage de la science c'est par un défaut d'adaptation visuelle à la disparition d'une lumière qui pendant très longtemps a brillé d'un vif éclat »¹.

1. N. Politis. *Le problème des limitations de la souveraineté*. « Recueil des Cours de l'Académie de droit international » 1925, t. I, p. 10.

Qu'il nous soit permis, tout en le regrettant d'ailleurs, de ne pas partager cet optimisme qui répondait à une situation mondiale moins chargée de soucis.

Les théoriciens de l'organisation internationale ont été, jusqu'à présent, plus heureux dans l'exposé de leurs prétentions que dans leurs tentatives de réalisation pratique.

Mais n'est-ce pas déjà une force appréciable que de savoir ce que l'on veut ? N'est-ce pas également un grand progrès que d'avoir fait, sinon respecter, du moins admettre presque universellement l'idée d'une solidarité humaine supérieure aux intérêts purement nationaux ?

C'est dans cet état d'esprit que les représentants des pays d'élevage se sont plaints, dans les milieux internationaux, des mesures de plus en plus générales et de plus en plus restrictives auxquelles se heurte le commerce mondial des animaux vivants.

Remarquons tout de suite qu'il n'était nullement dans leur intention de refuser à un pays, soucieux de la santé de son cheptel et peu désireux de voir cette source de richesse diminuée par les maladies, le droit de surveiller les importations d'animaux vivants sur son territoire.

Bien au contraire, la protection sanitaire est pour eux un droit incontestable, mieux un devoir de bonne coopération internationale.

Ce dont ils se sont plaints c'est, tout d'abord, du procédé peu recommandable, employé d'après eux par un bon nombre de pays, et qui consiste à donner à une mesure édictée exclusivement pour des fins protectionnistes, l'apparence d'une mesure de protection sanitaire. De telle sorte que, selon la forte parole de M. Seruys, des États qui sont avant tout des pays d'élevage

« soient à la merci de toutes les mesures sournoises qui permettent toujours de trouver des maladies dans les pays dont on ne désire pas recevoir les produits »¹.

La difficulté qui domine la question du « protectionnisme indirect » en cette matière est l'impossibilité presque complète où l'on se trouve de le dénoncer avec quelque netteté.

Il faut en effet reconnaître que si l'on s'est étendu complaisamment sur le fait lui-même, on n'en a donné que fort peu d'exemples précis.

Il convient toutefois de l'admettre comme l'une des données du problème à résoudre.

Les représentants des pays d'élevage se sont plaints, en outre, de ce que les mesures de police sanitaire vétérinaire prises en toute souveraineté par les pays importateurs, étaient trop souvent hors de proportion avec le péril couru et par suite entravaient gravement et sans nécessité le commerce international des animaux vivants.

Sur le plan international il s'agit donc de garantir la plus grande liberté possible que réclame le commerce entre nations par tous les moyens appropriés et au besoin par la limitation de la souveraineté des Etats en matière de police et de réglementation sanitaire vétérinaire.

Tel est, dans les grandes lignes, l'aspect général du problème des échanges internationaux d'animaux vivants. D'un côté nous trouvons la crainte de l'invasion des maladies contagieuses, de l'autre les nécessités du commerce international.

Il nous a paru intéressant de rechercher une solution permettant de concilier l'un et l'autre de ces points de vue.

1. Discours prononcé à la Conférence pour l'abolition des prohibitions tenue à Genève en novembre 1927.

PLAN

L'étude du problème, tel que nous l'avons posé, nous a amené à adopter la division tripartite suivante.

Dans la première partie nous examinerons les principes de police vétérinaire administrative adoptés par les divers pays européens dans leur lutte contre l'introduction des maladies contagieuses, ainsi que les mesures qu'ils mettent en œuvre dans l'accomplissement de cette tâche.

Dans la seconde partie nous exposerons les efforts tentés par la Société des Nations pour faciliter le commerce international des animaux vivants et les résultats auxquels elle est parvenue.

Dans la troisième partie nous chercherons, à la lueur des travaux les plus récents, sur quelles bases une solution du problème des échanges internationaux d'animaux vivants peut être envisagée.

Première Partie

La réglementation

CHAPITRE PREMIER

LES MESURES DE PROTECTION

§ 1. *Historique*

La notion de contagion, de transmission de la maladie par contact direct entre animaux réceptifs et animaux contaminés et même par contact indirect au moyen d'agents intermédiaires (animaux non réceptifs, objets, personnes) est très ancienne. Mais il ne semble pas qu'on ait appliqué avec autant de clairvoyance les mesures de protection que commandait cette notion, à l'égard des importations d'animaux vivants.

En 1550 le duc de Poméranie, Philippe I^{er}, édicte un « mandat » concernant les moutons galeux et aussi toutes les maladies contagieuses des moutons. Il prescrit leur abatage ; interdit *l'importation* des moutons malades ainsi que le déplacement des bergers dont les troupeaux sont infectés.

En 1599 les villes de Venise et de Padoue prohibent l'introduction des bœufs de la Hongrie et de la Dalmatie qui apportent la peste.

Mais ces interventions sont isolées et l'on peut douter

qu'elles aient été appliquées avec toute la rigueur nécessaire.

En France, pour trouver des mesures de ce genre, il faut attendre le commencement du XVIII^e siècle ¹.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 16 septembre 1714 défend « de conduire, amener, vendre ou exposer en vente
« aucuns bœufs, vaches ni veaux de quelque province
« ou pays qu'ils puissent être, dans les foires ou marchés
« où lesdites maladies ont cours ».

Ce texte, bien que ne concernant que le trafic des bovidés à l'intérieur du royaume — le mot pays devant être pris ici, non dans le sens international qu'il a acquis depuis, mais dans son ancienne acception régionale : pays d'états, pays d'élection — montre que le législateur avait parfaitement compris le lien qui existe entre le trafic des animaux et la propagation de la maladie.

Ce même texte ajoute d'ailleurs, complément indispensable de la première partie de sa prescription : « il
« est défendu de conduire ou d'amener des dites provinces infectées ou suspectées, aucuns bœufs, vaches
« ni veaux, dans les provinces ou pays où les bestiaux
« *ne sont pas encore attaqués* des mêmes maux ».

Ce qui montre que si le gouvernement est désarmé vis-à-vis de la marche envahissante du fléau, il n'en suit pas moins attentivement la progression en tenant à jour la liste des provinces infectées ou suspectées.

En 1739 paraît une ordonnance du roi qui traite pour la première fois, semble-t-il, « des précautions à prendre sur les frontières à l'occasion de maladies contagieuses

1. Rap. de M. H. Bouley à M. le ministre de l'agriculture J.O. du 18 décembre 1878, Annexe 402 Sénat.

qui se sont répandues dans une partie de la Hongrie et des provinces voisines ».

En conséquence elle interdit « l'importation en France « des bestiaux de quelque espèce que ce soit, venant des « pays infectés ».

Egalement intéressante par la nouveauté qu'elle apporte, une autre ordonnance du 6 janvier 1739 admet, dans le but de faciliter le commerce entre la France et l'Allemagne « que l'importation des animaux pourrait « toutefois être acceptée de ce pays *sous la garantie de « certificats de santé* ».

En 1780 deux arrêtés rendus en Conseil du roi ont à nouveau pour objet de prévenir l'importation d'animaux atteints de la peste bovine. L'un du 7 avril 1780 prohibe les importations d'animaux et de produits animaux en provenance des pays de la mer Baltique et de la Hollande ; l'autre du 11 mai de la même année étend la prohibition au Cap d'Istrie et à l'Autriche.

Mais il faut attendre le milieu du XIX^e siècle pour trouver un texte général d'organisation administrative, nécessité d'ailleurs par des événements graves.

En 1865 la peste bovine fut importée en Grande-Bretagne « par une cargaison de bestiaux partis d'un port de la Baltique ». Devant ce péril le gouvernement britannique, aujourd'hui si sévère, ne prit alors aucune précaution et en quelques mois les animaux malades et contaminés se comptèrent par milliers. Mais ce qui rendit le danger beaucoup plus grave pour la France, c'est que la maladie s'implanta peu après en Hollande par l'intermédiaire d'un « troupeau d'une douzaine de bœufs achetés sur le marché d'Islington à Londres ».

Non plus que le gouvernement anglais le gouvernement

néerlandais ne prit les mesures nécessaires et bientôt, comme il fallait s'y attendre, la Belgique fut envahie à son tour.

Devant cette progression alarmante le gouvernement français se décida à agir sans retard.

Un décret rendu le 5 septembre 1865 donnait au ministre de l'agriculture et du commerce tous pouvoirs nécessaires, l'autorisant notamment « à interdire l'importation en France des animaux domestiques dont l'entrée présenterait des dangers au point de vue typhus contagieux ou à la subordonner à telles mesures qui pourraient être nécessaires pour prévenir l'invasion de la maladie ».

§ 2. *La situation actuelle*

Tout un ensemble de circonstances parmi lesquelles il faut citer : les progrès de la science vétérinaire, les perfectionnements des moyens de transport donnant aux échanges des facilités nouvelles et l'apparition de maladies jusqu'alors inconnues, précipita, dans les dernières années du XIX^e siècle, la création de grandes lois sanitaires vétérinaires.

Dans tous les pays, la nécessité de se garantir contre l'introduction des maladies contagieuses sévissant à l'étranger, s'imposa au législateur en même temps que s'affirmait à l'intérieur le besoin d'un organisme de lutte, de contrôle et de renseignements.

A l'heure actuelle tous les pays possèdent une légis-

lation sanitaire vétérinaire ; tous également ont adopté vis-à-vis des importations d'animaux vivants une série de mesures de protection.

Mais pour parvenir au même but tous les pays n'ont pas employé la même méthode. Il est d'usage de ramener à deux les divers systèmes qui ont, semble-t-il, guidé les législateurs en cette matière.

Le premier système, appelé volontiers « de la porte fermée » se base en quelque sorte sur une présomption générale de maladie. Selon lui la prohibition doit être la règle ; l'importation, l'exception. L'admission d'animaux vivants provenant de l'étranger se fera toujours par dérogation expresse à la règle générale ou à la suite d'une autorisation spéciale des autorités compétentes.

Le second système, appelé « de la porte ouverte » estime que jusqu'à preuve du contraire, c'est un état de santé qui doit être présumé. Selon lui la liberté des importations est la règle ; les prohibitions, l'exception. De telle sorte que les importations d'animaux vivants seront admises jusqu'au jour où la situation sanitaire du pays de provenance ne donnant plus satisfaction, pour une raison quelconque, on jugera bon de les interdire expressément.

Hâtons-nous de dire, sans nous attarder à l'aspect logique et rationnel du second système, qu'il n'y a *pratiquement* aucune différence entre le système de la « porte fermée » et celui de la « porte ouverte ».

On peut très bien concevoir que deux pays, ayant adhéré l'un au système de la « porte ouverte » l'autre au système de la « porte fermée » acceptent et refusent tous deux les animaux vivants des mêmes provenances par

le seul jeu des prohibitions de l'un et des autorisations de l'autre.

La vérité est qu'aucune généralisation n'est possible dans ce domaine.

C'est selon son tempérament juridique, sa situation géographique, ses besoins, ses relations avec ses voisins, les possibilités de ses colonies et les ressources de son élevage, que chaque pays a, de façon toute empirique, établi et surtout appliqué l'ensemble des mesures qui lui convenait le mieux pour arriver au but qu'il se proposait d'atteindre.

C'est pourquoi le critérium permettant une classification rationnelle des systèmes de protection ne doit être recherché ni dans leurs modalités d'application, ni dans l'interprétation des résultats obtenus, mais uniquement dans les *procédés juridiques*, grâce auxquels les différents pays ont pensé se mettre à l'abri des épidémies d'origine étrangère.

§ 3. *La prohibition de source législative*

Le procédé le plus simple est celui de la *prohibition*, qui a pour effet de fermer la frontière aux importations d'animaux en provenance des pays dont l'état sanitaire fait craindre l'invasion de maladies contagieuses.

Mais il est assez rare de voir le législateur prendre l'initiative de l'application de cette mesure après en avoir admis le principe et établi les conditions.

Un texte de loi est en effet une arme difficilement maniable. Les circonstances mêmes de sa confection

impliquent un caractère relatif d'immutabilité et de stabilité qui convient mal à certaines situations susceptibles de modifications.

On admet qu'une loi est avant tout une règle générale abstraite qui doit s'appliquer lorsqu'un certain nombre de conditions, exigées par elle, sont remplies.

Plus particulièrement en matière de réglementation sanitaire, dans presque tous les pays, le législateur a jugé opportun de laisser à l'administration compétente le soin de dire si l'état sanitaire d'un pays rendait applicable la prohibition d'importation prévue par la loi.

Le législateur anglais n'a pas cru devoir agir de même. En vertu de la loi de 1894 (section 24) sur les maladies des animaux ; de la loi de 1896 sur le même sujet et de la loi de 1922 sur l'importation des animaux, il est interdit — de façon permanente — d'introduire en Grande-Bretagne aucun animal de bétail sur pieds de quelque provenance qu'il soit.

Il faut entendre par bétail les animaux des espèces bovine, ovine, caprine et porcine.

Seuls les solipèdes-chevaux, ânes et mulets — sont acceptés en provenance de l'étranger s'ils sont accompagnés des certificats et attestations exigés.

Quant aux chiens et aux chats, une autorisation préalable ou licence est nécessaire. Cette dernière n'est d'ailleurs accordée que lorsque le chien ou le chat a été soumis à une quarantaine de six mois dans des locaux affectés à cet usage, ce qui empêche pratiquement l'importation de ces animaux.

Ainsi à l'égard de toute une série d'espèces animales qui font l'objet d'échanges très importants entre les nations le législateur britannique a adopté le principe

d'une prohibition générale, peut-être justifiée en pratique, mais qui par sa forme même paraît procéder autant du besoin de rétablir la situation sanitaire de la Grande-Bretagne que du désir — que l'on retrouve dans d'autres branches de la production — d'obliger l'Empire britannique à se suffire à lui-même.

Il ne faut pas oublier en effet, que la Grande-Bretagne proprement dite (Pays de Galles, Ecosse, Angleterre) ne produit qu'une faible partie des animaux nécessaires à sa consommation.

Un appoint, que l'on peut chiffrer à 700.000 bœufs, 650.000 moutons, et 350.000 pores, lui est indispensable chaque année.

Or, à l'heure actuelle, ce débouché important est, du fait de la prohibition générale d'importation, le monopole de l'Etat libre d'Irlande, qui fournit plus des trois-quarts des animaux nécessaires, puis, pour le surplus, du Canada, de l'Australie et de l'Union Sud-Africaine malgré leur éloignement de la métropole.

Notons d'ailleurs que les difficultés d'un transport, par mer et de longue durée, des animaux vivants devaient amener rapidement l'Angleterre à n'accepter à l'importation que des viandes frigorifiées.

De telle sorte que, si l'on excepte les animaux vivants importés de l'Etat libre d'Irlande, seuls 15.724 bovins *sur pieds* en provenance du Canada ont été admis en Grande-Bretagne pour l'année 1932.

§ 4. *La prohibition de source administrative*

Le procédé de la prohibition de source administrative a été adopté par un très grand nombre de pays qui,

à l'encontre de l'Angleterre, n'ont pas voulu préjuger de l'état sanitaire, présent et futur, des Etats avec lesquels ils entretenaient des rapports commerciaux portant sur les animaux vivants.

La législation française est à ce sujet caractéristique et peut être citée comme exemple.

La loi fondamentale du 21 juin 1898, dite « loi sur le code rural », règle dans sa troisième section, les mesures concernant l'importation et l'exportation des animaux vivants. Elle s'exprime de la façon suivante dans son art. 57.

« Le gouvernement peut *prohiber l'entrée en France*
« ou ordonner la mise en quarantaine des animaux susceptibles de communiquer une maladie contagieuse,
« ou tous les objets pouvant présenter le même danger.

« Il peut, à la frontière, prescrire l'abatage sans indemnité des animaux malades ou ayant été exposés à
« la contagion, et enfin *prendre toutes les mesures que la*
« *crainte de l'invasion d'une maladie rendrait nécessaires* ».

Ainsi dotée des pouvoirs les plus larges, l'autorité compétente — en France le ministre de l'agriculture — est en mesure d'assurer, avec toute la rapidité voulue, la protection sanitaire du pays.

Ce souci de rapidité a d'ailleurs guidé constamment le législateur. Ce qui le montre bien c'est qu'après avoir fixé la liste des maladies contagieuses (art. 29 de la loi précitée) il prévoit aussitôt la procédure qui permettra de tenir cette liste à jour. Sans cette précision une loi nouvelle eut été nécessaire, alors qu'il suffit (art. 30) d'un décret du Président de la République, rendu sur le rapport du ministre de l'agriculture, après avis du Comité consultatif des Epizooties, pour ajouter à la nomencla-

ture des maladies réputées contagieuses, toutes les autres maladies, dénommées ou non, qui prendraient un caractère dangereux.

C'est ainsi qu'un décret du 22 octobre 1929 ajoute à la liste des maladies réputées légalement contagieuses l'*anaplasmose* bovine, à la suite de l'apparition, en Normandie, de cette maladie nouvelle. De même, un décret du 3 juillet 1930 à l'égard de certaines maladies des *abeilles*.

Après avoir montré, par un exemple, le mécanisme qu'ont adopté la plupart des pays pour donner au procédé de la prohibition toute la souplesse désirable, il est intéressant de voir quel usage les gouvernements de ces pays ont fait de cette arme défensive.

Deux manières de procéder étaient possibles.

L'une, rigoureuse, devait amener les gouvernements à user de leur droit de prohibition à l'égard de tous les pays où existaient des foyers de maladies contagieuses frappant les animaux d'une espèce déterminée.

L'autre, plus libérale, devait permettre, en distinguant entre les pays fortement infectés où la maladie a pris la forme épizootique et les pays faiblement infectés où la maladie est au contraire enzootique, et surtout en faisant confiance aux mesures de contrôle exercées à la frontière, de ne prohiber les importations d'animaux vivants que lorsqu'elles constitueraient un grave danger de contamination.

I. Le système d'une prohibition rigoureuse a été adopté par un certain nombre de pays, soit que la mauvaise situation sanitaire de leurs voisins les obligeât à une très grande prudence ; soit qu'ils fussent des pays

d'élevage peu désireux, par suite, de risquer pour des importations infimes de bétail la contamination de leur cheptel national.

En *NORVEGE*, le procédé de la prohibition a été énergiquement et pourrait-on dire, systématiquement utilisé, comme on peut s'en rendre compte d'après le texte d'une ordonnance du 7 novembre 1930 résumant *l'état des prohibitions* à l'importation des animaux vivants édictées sur la base de la loi du 14 juillet 1894, amendée ultérieurement par les lois additionnelles du 25 juillet 1910 et du 14 juillet 1914.

« 1^o L'importation des chevaux et autres solipèdes est interdite.

« 2^o Le gros bétail, ainsi que les moutons et chèvres
« provenant de la Suède et destinés à être utilisés vivants
« ou en vue de l'abatage, peuvent être importés sous
« observation de certaines conditions.

« 3^o L'importation des porcs de tous les pays est
« interdite.

« 4^o L'importation des chiens, chatset autres animaux
« carnassiers provenant de tous pays est interdite.

« 5^o L'importation de tous les mammifères de tous
« pays, ainsi que des volatiles est interdite ».

La raison de ces prohibitions est le mauvais état sanitaire général des pays étrangers, et il ne dépend que d'eux, déclarent les services vétérinaires norvégiens ¹, que ces prohibitions soient abrogées ou deviennent au contraire permanentes.

La même situation à l'égard des importations d'ani-

1. S.D.N. Doc. Vet. (E) 18, 27.

maux vivants se retrouve au *DANEMARK*, avec, toutefois, quelques adoucissements. Conformément à la loi du 14 avril 1920 § 16 sur les maladies contagieuses, le gouvernement danois a interdit l'entrée des ruminants, porcs et volailles en provenance de tous pays.

Seule l'entrée des chevaux est permise. Entièrement libre à l'égard des solipèdes d'Islande, un examen de santé préalable sera nécessaire pour les animaux de cette espèce en provenance de Suède et de Norvège ; enfin pour ceux provenant de tous autres pays l'examen de santé sera suivi de l'épreuve de la malléine.

Les porcelets sont admis en provenance de la Suède et de la Norvège exclusivement.

En *SUISSE*, le gouvernement fédéral s'est basé sur la distinction entre bétail d'élevage et bétail de boucherie

Le bétail d'élevage est frappé de prohibition à l'importation en provenance de tous pays.

A l'égard du bétail de boucherie la politique sanitaire de la Suisse a subi une évolution.

Jusqu'en 1928 l'importation du bétail de boucherie n'était interdite que lorsque les conditions sanitaires, existant dans les pays de provenance, faisaient prévoir un danger manifeste d'introduction d'épizooties. Des décisions du département fédéral de l'économie publique édictaient les prohibitions puis les levaient une fois le danger passé.

Une décision du 7 août 1928 se basant « sur l'extension continuelle des foyers épizootiques en Suisse et à l'étranger » et sur le fait « que la fièvre aphteuse prenait à nouveau un caractère grave » interdit toute importation d'animaux de boucherie vivants à partir du 18 août 1928 et jusqu'à nouvel avis.

Ce nouvel avis prit la forme d'une décision d'avril 1930 déclarant qu'à partir du 28 avril 1930, les animaux de boucherie ne pourraient plus être importés qu'en vertu d'une autorisation délivrée à titre temporaire et qu'en outre l'*Office Fédéral Vétérinaire* désignerait régulièrement les pays en provenance desquels le bétail de boucherie pourrait être importé en Suisse.

En *ALLEMAGNE*, le mécanisme des prohibitions diffère un peu dans sa forme, du fait de l'organisation administrative et constitutionnelle de ce pays.

Il existe des dispositions légales — loi d'Empire du 26 juin 1909 sur les épizooties du bétail — en vertu desquelles l'importation des animaux peut être réglementée, à toute époque, selon la situation des épizooties à l'étranger. Sur la base de ces dispositions les gouvernements des Pays ont réglementé chacun pour leur territoire respectif.

Dans l'ensemble il résulte :

Que l'importation des solipèdes hongres est autorisée. Celle des étalons et juments est interdite en provenance des pays où sévit la dourine. Ces pays étaient en 1927 : l'Italie, l'Espagne, la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne, la Yougoslavie, et l'U.R.S.S.

Que l'importation des ruminants, porcs et volailles vivants, est interdite de tous pays, sous réserve toutefois que ces prohibitions peuvent être exceptionnellement levées lorsque cette mesure ne paraît pas, du point de vue vétérinaire, offrir de graves dangers. Les pays qui en bénéficient sont le Danemark et l'Autriche.

La même politique a été adoptée par les PAYS-BAS qui, s'ils acceptent les solipèdes et la volaille, prohibent l'importation des ruminants et porcs de tous pays, levant

parfois cette interdiction en faveur de quelques *reproducteurs de choix* de Grande-Bretagne et d'Allemagne.

II. D'autres pays, au contraire, ont tenté de proportionner l'application des prohibitions au danger réellement couru.

Il faut remarquer d'ailleurs qu'ils sont parfois très près d'une prohibition générale.

En *FRANCE*, sous la menace de l'extension de la peste bovine qui venait de faire une réapparition en Europe occidentale et notamment en Belgique, l'arrêté du 7 août 1920 décida de prohiber toutes les importations d'animaux vivants, appartenant aux espèces bovine, ovine, caprine et porcine.

Cette prohibition générale est encore en vigueur ; mais en fait elle n'est plus appliquée à l'heure actuelle qu'à l'égard :

de tous les pays dans lesquels la peste bovine sévit à l'état endémique et principalement en Asie, Afrique, U.R.S.S. Bulgarie et Turquie.

de tous les pays qui ne se livrant à aucun échange d'animaux vivants avec la France n'ont pas demandé, faute d'intérêt, l'abrogation à leur endroit de cette mesure

En dehors de ces deux cas, la France procède par voie de prohibitions individuelles frappant les pays ou parties de pays dans lesquels il existe des maladies infectieuses ou parasitaires dont l'introduction en France serait à redouter.

Les solipèdes, — chevaux, ânes, mulets, — sont refusés en provenance des pays où sévit la dourine ou la morve : Autriche, Pologne, Hongrie, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, U.R.S.S. et Turquie. Toutefois

un arrêté du 16 février 1932 admet les chevaux de boucherie en provenance de la Hongrie, de la Pologne et de la Roumanie mais seulement à destination directe des abattoirs.

Les ruminants du Canada et de la Suisse sont admis sans restriction. Par contre ceux provenant d'Autriche, Pays-Bas, Tchécoslovaquie... et d'Irlande (arrêté du 6 décembre 1930) ne sont admis que pour être dirigés sur les abattoirs désignés (Nancy, Strasbourg, Paris, Lyon ou Marseille). Les porcs ne sont admis que d'un nombre restreint de pays et pour l'abatage immédiat.

Un arrêté du 14 mai 1930 a prohibé l'importation des porcs d'Allemagne et un autre arrêté du 24 mai 1932 a étendu la prohibition à tous les bovins et ovins de même provenance.

En *BELGIQUE*, la loi du 30 décembre 1882 a donné au gouvernement le pouvoir « de prescrire les mesures que la crainte de l'invasion d'une maladie contagieuse, peut rendre nécessaires ».

Comme en France, le gouvernement Belge a toujours cherché à tenir la balance égale entre les besoins du pays et le danger d'introduction des maladies contagieuses.

L'importation des porcs n'est admise qu'en provenance des Pays-Bas et uniquement à destination des abattoirs.

Les ruminants sont admis de France, d'Irlande, des Pays-Bas, des Etats-Unis, du Canada, de la Suède, de la Finlande et de l'Islande. Ceux de l'Uruguay et de l'Argentine ne le sont qu'à destination des abattoirs d'Ostende et de Zeebrugge.

Enfin pour les autres animaux et notamment les volailles et les solipèdes l'importation n'est soumise actuellement à aucune prohibition.

§ 5. *L'autorisation préalable*

Certains pays, ayant estimé que le procédé de la prohibition était encore trop rigide pour assurer un contrôle administratif parfait des importations, lui ont préféré celui de *l'autorisation préalable*.

Toute importation d'animaux vivants n'est admise à la frontière qu'en vertu d'une autorisation expresse et préalable.

Ainsi en *TCHECOSLOVAQUIE*, conformément à l'art. 4 de la loi du 6 août 1909, n° 177 du Code impérial, l'importation des animaux vivants nécessite une autorisation du ministre de l'agriculture.

Dans ces conditions aucune prohibition n'est utile puisqu'il suffit à l'autorité compétente de refuser l'autorisation officielle demandée, sans laquelle toute importation est impossible, si elle estime que l'état sanitaire du pays de provenance ne lui donne pas satisfaction, soit en se référant aux renseignements des bulletins sanitaires ou de ses agents commerciaux à l'étranger, soit à la suite de la découverte d'animaux contaminés à l'inspection de frontière.

La *SUEDE* utilise le même procédé, mais d'une manière un peu différente. La « Direction générale du commerce » tient à jour, pour chaque maladie, une liste des pays ou parties de pays qu'elle considère comme contaminés. Toute importation en provenance des pays ainsi désignés ne peut avoir lieu que sur *autorisation spéciale* de la « Direction des services vétérinaires ».

La liste dressée par les autorités suédoises est des plus complète comme on peut s'en rendre compte par le tableau reproduit à la page suivante et qui fut en vigueur pour l'année 1927.

Les pays ou parties de pays déclarés infectés sont considérés comme tels jusqu'au moment où une décision de la « Direction générale du commerce » les déclare indemnes.

Cette décision est prise en général à l'expiration de délais calculés à partir du moment où la maladie envisagée a complètement cessé de se manifester dans les pays ou régions contaminés.

Ces délais sont fixés à un an pour la peste bovine ; six mois pour la péri-pneumonie contagieuse, la morve, le farcin, la rage et la fièvre aphteuse ; deux mois pour les autres maladies.

En ce qui concerne l'autorisation spéciale, ajoutons que si elle est accordée à l'égard de ruminants et des porcs, ce sera toujours sous la condition d'un abatage immédiat au lieu d'importation.

La *FINLANDE* prévoit également pour toute importation d'animaux vivants sur son territoire, une demande d'autorisation adressée au ministre de l'intérieur qui l'acceptera ou la rejettera selon les renseignements qu'il possède sur l'état sanitaire du pays exportateur.

§ 6. *Combinaison de divers procédés*

Il convient pour terminer cette énumération de mentionner tout un ensemble de pays qui utilisent à la fois

**TABEAU DE LA REPARTITION DES MALADIES
CONTAGIEUSES PAR PAYS**

Dressé pour l'année 1927 par « La Direction générale du
commerce suédois »

Maladies	Espèces considérées	Pays infectés	
<i>Peste bovine</i>	<i>Ruminants</i>	Antilles	Arménie
		Belgique	Ceylan
		Chine	Egypte
		Grèce	Mandchourie
		Turquie	Tanganyika
		Syrie	U.R.S.S.
<i>Fièvre aphteuse</i>	<i>Ruminants</i>	Algérie	Allemagne
		Angleterre	Argentine
		Autriche	Belgique
		Brésil	Dantzig
		Danemark	Egypte
	<i>Porcs</i>	Espagne	France
		Grèce	Hongrie
		Inde	Italie
	<i>Chevaux</i>	Lettonie	Luxembourg
		Malte	Maroc
		Mexique	Norvège(1dép).
	<i>Poules</i>	Pologne	Roumanie
		Sarre	Suisse
		Syrie	Tchécoslovaq.
	<i>Oies et pigeons</i>	Tunisie	Turquie
		Uruguay	U.R.S.S.
		Yougoslavie	Pays-Bas
<i>Peste porcine</i> <i>Rouget du porc</i>	<i>Porcs</i>	Allemagne	Angleterre
		Argentine	Australie
		Autriche	Danemark
		Egypte	Espagne
		Estonie	Etats-Unis
		France	Grèce
		Hongrie	Inde
		Irlande	Italie
		Lettonie	Lithuanie
		Pologne	Pays-Bas
		Roumanie	Sarre
		Suisse	Tchécoslovaq.
		Yougoslavie	
		Allemagne	Asie Mineure
<i>Charbon</i> <i>Péripneumonie des bovins</i> <i>Morve et gale des chevaux</i> <i>Clavelée et piétin des moutons</i>	<i>Espèces susceptibles de contracter ces maladies</i>	Alsace-Lorraine	Bulgarie
		Bechouanaland	Espagne
		Dantzig	Malte
		Japon	Sarre
		Rhodésie	Salonique
		U.R.S.S.	
		Pologne	

le procédé de la prohibition et celui de l'autorisation préalable.

Cette dualité semble s'expliquer assez facilement par leur situation géographique : limitrophes de pays situés aux confins de l'Europe et de l'Asie ou en relations directes avec ces pays, dont la situation sanitaire est très incertaine et l'organisation vétérinaire parfois inexistante, il leur a fallu avant tout, pour permettre leur propre assainissement, opposer de ce côté une barrière infranchissable aux importations d'animaux vivants.

Ainsi la *POLOGNE* prohibe de façon permanente l'importation de toutes les espèces animales : solipèdes, ruminants, porcs, chiens, chats, volatiles en provenance de l'*U.R.S.S.*, de la *Lettonie* et de la *Lithuanie*.

La *YOUGOSLAVIE* interdit l'importation des ruminants et des porcs de Bulgarie et de Grèce.

La *HONGRIE* et l'*ITALIE* interdisent en permanence les importations des pays où sévit la peste bovine.

A l'égard des importations en provenance des pays non atteints par ces prohibitions, c'est le procédé de l'*autorisation préalable* qui est le plus communément adopté.

CHAPITRE II

LES MESURES DE CONTROLE

Les mesures de protection que nous venons de voir n'ont d'autres résultats que d'aboutir à ce que l'on pourrait appeler une « *acceptation de principe* ».

Il faut pour que l'acceptation devienne définitive que diverses mesures de contrôle et d'examen viennent, lors de la présentation des animaux à la frontière, corroborer de façon effective, leur bon état de santé jusqu'alors présumé tel.

Parmi les animaux vivants présentés à l'importation une distinction s'impose.

Un animal peut être destiné au travail, à l'embouche, à la reproduction, à la vente, voire à l'agrément et à la constitution de collections zoologiques. Dans tous ces cas il vivra dans le nouveau pays un temps plus ou moins long, sera mêlé à d'autres animaux indigènes et pourra faire l'objet de nouvelles ventes.

Il peut au contraire être destiné à la boucherie.

L'intérêt de cette distinction est important. Les mesures de contrôle sont en effet moins sévères à l'égard des animaux de boucherie, de même que la plupart des

pays admettent beaucoup plus facilement à l'importation les animaux dirigés sur un abattoir déterminé pour y être sacrifiés sans délai.

I. Animaux de boucherie

Les animaux accompagnés de documents qui les déclarent destinés à la boucherie subissent en général, à la frontière, un simple examen sanitaire sans épreuve ni quarantaine.

Si le convoi est trouvé sain, les animaux sont enfermés en wagons plombés pour être conduits aux abattoirs qui leur sont désignés. Le déchargement, changement de wagon, rechargement sont interdits en cours de route.

En cas d'arrivage par mer les animaux sont le plus souvent sacrifiés dans les abattoirs du port de débarquement.

Le principal souci des services vétérinaires, en ce qui concerne le bétail de boucherie, est d'éviter la fraude consistant à faire passer un animal comme destiné à la boucherie, puis à l'aide de certaines complicités le soustraire à l'abatage, le vendre ou l'employer à un usage quelconque. L'animal aurait ainsi bénéficié de mesures de contrôle sommaires et surtout aurait évité l'épreuve de la malléine pour les solipèdes et de la tuberculine pour les ruminants.

Afin d'éviter cela plusieurs systèmes ont été employés. En France, par exemple, les ruminants destinés à la boucherie sont marqués au moyen « d'un trou de 11 mil-

limètres de diamètre, fait à l'oreille droite à l'emporte-pièce » (Arrêté ministériel du 21 mai 1906).

En outre le laissez-passer nécessaire mentionne la localité de destination et doit être renvoyé dans les quinze jours de sa date au vétérinaire-inspecteur qui l'a délivré accompagné d'un certificat d'abatage émanant du vétérinaire préposé à la surveillance de l'abattoir où l'animal a dû être sacrifié¹.

Le même système est employé avec quelques variantes dans la plupart des pays.

En Belgique, les solipèdes destinés à la boucherie sont pourvus à l'oreille d'une marque métallique portant le nom du bureau de douane d'importation et un chiffre². Un laissez-passer est adressé à l'autorité locale de la commune où l'animal doit être sacrifié. Cette dernière la transmet au directeur de l'abattoir, lequel doit dans un délai de dix jours renvoyer au service vétérinaire du bureau d'expédition un certificat d'abatage accompagné des *marques métalliques fixées aux oreilles des animaux*, ce qui empêche toute possibilité d'évasion soit pendant le voyage, soit de l'abattoir. Si le service vétérinaire n'a pas reçu les pièces dans les délais, une enquête est ouverte.

Le délai dans lequel les animaux destinés à la boucherie doivent être abattus est assez court ; il varie selon les pays entre trois et huit jours.

1. Cette mesure a été étendue aux porcs par un arrêté ministériel en date du 19 février 1908.

2. Arrêté du 8 août 1931. Art. 4, 5, 6.

II. Animaux autres que ceux destinés à la boucherie

Il ne saurait être question d'énumérer ici toutes les mesures imaginées par chaque pays pour réduire au minimum les risques d'introduction d'animaux contaminés.

Nous nous bornerons à donner un aperçu des mesures les plus importantes et les plus courantes.

§ 1. *Limitation des stations frontières d'entrée*

Les importations d'animaux vivants nécessitant la présence d'un personnel vétérinaire expérimenté, nécessitant également des emplacements et des locaux spéciaux, on comprend que les animaux ne puissent franchir la frontière en n'importe quel point.

Les stations d'entrée sont désignées par mesure administrative. Ce sont en général des gares frontières importantes pour les transports par voie ferrée et des ports munis d'abattoirs ou de locaux d'examen pour les importations par mer.

En outre dans certains pays le vétérinaire-inspecteur de la station d'entrée doit être prévenu au moins vingt-quatre heures à l'avance de l'arrivée des convois, afin qu'il puisse prendre ses dispositions.

L'importation se fait chaque jour ouvrable — sauf urgence — du lever au coucher du soleil. Toutefois certains pays restreignent les importations à certains jours de la semaine.

§.2. *Production des certificats. — Vérification des documents*

La mesure la plus générale — il n'y a guère de pays qui ne l'exigent — est la production des certificats d'origine et de santé.

Tout animal isolé, tout convoi se présentant à l'importation doit être accompagné de ces deux certificats.

Bien qu'ils ne forment en général qu'un seul document il convient néanmoins de les considérer séparément.

Le certificat d'origine a pour but de donner tous les renseignements nécessaires concernant l'animal importé. C'est en quelque sorte une « carte d'identité animale ». Toutefois le certificat n'est individuel que pour les grands animaux (chevaux, bœufs), pour les animaux de moindre importance (moutons, volailles) le certificat peut être collectif.

Le certificat d'origine mentionne d'ordinaire le lieu de provenance et de destination de l'animal ; le nom de l'expéditeur et du destinataire ; l'espèce à laquelle appartient l'animal ; sa race, son sexe, ses marques particulières.

L'autorité compétente pour délivrer le certificat d'origine n'est pas une autorité sanitaire vétérinaire mais l'autorité administrative locale du pays de provenance (maire, bourgmestre, podesta...) qui, dotée généralement de certains pouvoirs en matière d'épizooties, doit être au courant des mouvements d'animaux dans sa circonscription.

Le certificat de santé, lui, ne peut être délivré que par un vétérinaire officiel du pays d'exportation.

Les modalités de sa rédaction varient selon les exigences du pays importateur. C'est en effet ce dernier qui dicte ses volontés à cet égard et le pays exportateur doit, sous peine de voir ses animaux refoulés, s'y conformer strictement.

D'une façon générale, le certificat de santé comprend :

a) L'attestation que l'animal (ou les animaux) désigné dans le certificat d'origine a été visité immédiatement avant son expédition et qu'il a été, à la suite de cet examen, reconnu parfaitement sain.

b) L'attestation que l'animal (ou les animaux) désigné provient de localités exemptes de maladies contagieuses pouvant se communiquer à l'espèce à laquelle appartient l'animal en question.

Cette seconde attestation vient renforcer efficacement la première. Etant donné la rapidité avec laquelle se transmettent les maladies contagieuses, il est très important pour le pays importateur de s'assurer qu'aucun cas de maladie ne s'est produit depuis un certain temps dans le lieu d'origine. Tout animal provenant d'une localité contaminée doit être considéré comme suspect et partant comme indésirable même si pratiquement il se révèle au vétérinaire chargé de l'examiner sous les apparences d'un animal indemne.

En ce qui concerne l'étendue de la zone qui doit être certifiée indemne elle varie selon les pays et parfois aussi selon les maladies envisagées. Certains pays n'exigent que le bon état sanitaire de la commune de provenance ou même de l'étable; d'autres exigent que le département ou la région tout entière soit indemne.

Quelques pays calculent par rayon sans s'occuper des divisions administratives; la Pologne, par exemple, exige qu'il n'y ait pas de cas de fièvre aphteuse dans un rayon de cinquante kilomètres à la ronde, ni aucune autre maladie transmissible à l'espèce dans un rayon de dix kilomètres.

Cette même exigence s'applique très souvent à la partie de territoire que doit franchir l'animal pour atteindre le lieu d'embarquement.

Quant au laps de temps qui a dû s'écouler depuis la disparition du dernier cas de maladie, il est excessivement variable entre six semaines et deux mois.

c) L'attestation que l'animal (ou les animaux) n'a pas été exposé pour la vente sur un marché public depuis un certain temps généralement fixé à trois semaines.

Pour n'être que plus rarement exigée, cette attestation n'en est pas moins très importante. Malgré les précautions prises et malgré les inspections auxquelles doivent être soumis les animaux présentés aux foires et marchés publics, ces rassemblements d'animaux sont éminemment propices à la transmission des maladies contagieuses. De telle sorte que l'attestation que l'animal provient d'une localité indemne devient illusoire si l'animal en question a été en contact avec des animaux provenant d'autres localités qui peuvent être fort éloignées.

d) C'est dans le même ordre d'idées que certains pays exigent, enfin, l'attestation que l'animal est depuis un temps déterminé dans la localité de provenance.

Au point de vue de sa forme le certificat de santé se présente comme une formule remplie par le vétérinaire officiel compétent selon l'organisation vétérinaire du

pays exportateur. Il est indispensable pour que le certificat de santé soit considéré comme valable qu'il soit signé ou contresigné par une autorité vétérinaire du pays exportateur.

Certains pays pour éviter des fraudes possibles exigent en outre le visa de leur consul résidant dans le pays d'exportation. Le même souci d'éviter les abus qui pourraient se produire dans la délivrance des certificats sanitaires a poussé quelques pays et notamment la Belgique¹ à réclamer que, sur le certificat délivré, le signataire écrive de sa propre main le lieu de provenance de l'animal, son signalement complet et la date du certificat.

Les vétérinaires-inspecteurs de frontières ont pris l'habitude, après avoir vérifié les certificats de santé et d'origine, de se faire remettre également les *lettres de voiture* qui accompagnent le convoi. Ces documents, rédigés par le transporteur, c'est-à-dire par les compagnies de chemin de fer en général, mentionnent en effet le nombre d'animaux embarqués, leur désignation sommaire, et surtout le lieu d'embarquement. De telle sorte que tous les renseignements des lettres de voiture doivent concorder avec les indications du même genre contenues dans les certificats d'origine. Toute non-concordance révélera l'existence d'une fraude ou d'une substitution.

§ 3. *La quarantaine d'observation*

La quarantaine est une mesure assez répandue qui offre à côté d'avantages certains, lorsqu'elle est sérieu-

1. Circulaire du ministre de l'agriculture du 9 mars 1928.

sement appliquée, de graves inconvénients que l'on s'est appliqué d'ailleurs à atténuer.

La quarantaine consiste à mettre l'animal importé sous le contrôle permanent des services vétérinaires du pays importateur pendant un laps de temps suffisant pour que la maladie, qui aurait pu être en période d'incubation au moment de l'examen de frontière, puisse se déclarer avant que l'animal ne soit mêlé aux animaux indigènes.

La durée de la quarantaine est variable selon les pays et selon la nature de la maladie ou plutôt selon l'espèce de l'animal, car lorsqu'un animal est susceptible de contracter plusieurs maladies contagieuses il faut appliquer la quarantaine nécessaire à l'incubation de la maladie la plus longue à se déclarer.

En général la durée de la quarantaine varie entre quinze et vingt et un jours pour les bovins, ovins et caprins et entre quarante et soixante jours pour les porcs.

Le lieu où doit être subie la quarantaine diffère selon les pays.

Chez certains et notamment chez ceux dont les importations se font par mer, des locaux spéciaux, dits étables de quarantaine, ont été aménagés dans ce but. Les animaux importés y sont parqués pendant le temps voulu, à l'écart à la fois, des animaux indigènes et également des animaux des autres convois.

En ces dernières années une réaction s'est produite. On reprochait surtout à ces étables de quarantaine d'être de perpétuels foyers d'infection.

C'est pourquoi on tend aujourd'hui de plus en plus, à faire subir la quarantaine au lieu de destination.

L'animal est alors séparé du reste du bétail pendant la durée de la quarantaine et soumis au contrôle régulier du vétérinaire régional officiel.

En principe la quarantaine commence à partir du moment où l'animal a été présenté à la douane du pays importateur. Exceptionnellement, lorsque les animaux font l'objet d'un transport par mer, on admet que la quarantaine a pu commencer le jour de l'embarquement, ce qui diminue notablement, dans certains cas, la durée effective de la quarantaine sur le territoire du pays importateur. Mais il faut alors que le navire transporteur n'ait pas fait escale dans un port étranger pendant son voyage; s'il en était autrement le délai de quarantaine ne commencerait qu'à partir de la dernière escale.

§ 4. *Les épreuves diagnostiques*

Les progrès de la science vétérinaire ont permis de mettre au point plusieurs épreuves diagnostiques capables de déceler les animaux contaminés au moyen de réactions spécifiques de la maladie envisagée.

Les épreuves couramment employées sont celles de la *tuberculine* qui permet de découvrir les animaux tuberculeux; de la *malléine* qui permet de révéler les solipèdes atteints de la morve; de l'*agglutination* appliquée à à diverses maladies et notamment aux maladies des oiseaux (pullorose etc...).

L'épreuve s'effectue à la frontière lors de l'importation et pendant la quarantaine. Si la quarantaine n'est pas exigée l'animal est gardé pendant le temps nécessaire à la réaction.

Certains pays tolèrent que l'épreuve soit faite dans le pays de provenance, dans un délai assez court, par un vétérinaire officiel qui délivrera un *certificat de réaction négative* qui sera joint aux autres documents et certificats accompagnant l'animal importé.

A ce sujet il a été récemment convenu entre l'Italie et la Suisse « que seront exemptés de l'épreuve de la tuberculine à la frontière : les vaches et génisses pleines en état de gestation avancée ou en pleine période de lactation ainsi que les sujets d'une haute généalogie dûment prouvée et à condition que ces animaux soient accompagnés d'un certificat délivré par l'autorité vétérinaire compétente, attestant que l'animal, auquel le certificat se réfère, a subi, avec un résultat négatif, l'épreuve de la tuberculine un mois au maximum avant »¹.

§ 5. *L'apposition de marques*

Pour en terminer avec les principales mesures de contrôle, il convient de dire quelques mots des *marques* que certains pays exigent des animaux présentés à l'importation ou qu'ils apposent eux-mêmes sur ces animaux.

Les marques exigées ont pour but d'augmenter la précision des certificats d'origine et de santé en empêchant les substitutions d'animaux.

Nous avons vu en effet que les certificats d'origine mentionnent pour les grands animaux : l'espèce, le sexe, la robe et les marques particulières ; et pour les

1. Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse. Echange de note du 22 juin 1932.

autres animaux, bénéficiant d'un certificat collectif, l'espèce et les marques particulières.

Or le problème du signalement des animaux est des plus délicats. Si pour les chevaux il est possible d'arriver à des distinctions assez précises, pour les bovins la difficulté est beaucoup plus grande. Pour les animaux de moindre importance tels que porcs, moutons, etc... la difficulté est presque insurmontable si l'on s'en tient à la description même minutieuse des animaux.

On a proposé récemment de relever les empreintes du nez pour les bovins, par analogie avec les empreintes digitales de l'homme. Ce procédé n'est pas encore appliqué dans la pratique.

Il est donc toujours à craindre que les certificats d'origine et de santé accompagnent des animaux autres que ceux pour lesquels ils ont été régulièrement délivrés.

C'est pourquoi dans certains pays, en Belgique notamment, il est exigé que chaque animal présenté à l'importation soit pourvu d'une marque à l'oreille, dont le numéro sera reproduit sur le certificat en regard du signalement complet.

Quant aux *marques apposées* par le pays importateur lui-même elles ont pour but de suivre la trace de l'animal étranger une fois rendu dans l'exploitation à laquelle il était destiné c'est-à-dire mêlé aux animaux indigènes.

En Hongrie on applique sur la peau de l'animal un signe indiquant le pays d'origine et la date de l'importation.

En Autriche, on se sert d'un tatouage à l'oreille ou à la lèvre inférieure.

En Italie on imprime au fer chaud, sur la joue droite de l'animal un E majuscule ayant six centimètres de haut sur six centimètres de large.

CHAPITRE III

LES MESURES DE REPRESSION LES SANCTIONS

Les mêmes raisons, qui amenèrent les pays à s'entourer de toutes les garanties nécessaires à l'égard des importations d'animaux vivants, les obligèrent ensuite à appliquer très strictement les mesures qu'ils avaient jugé bon d'adopter.

Il est normal que tout convoi ou même tout animal présenté à la frontière sans autorisation ou en provenance d'un pays dont les importations sont prohibées, soit refusé.

Il est juste d'autre part, que la constatation d'animaux malades parmi ceux qui ont été présentés à l'importation entraîne, à l'avenir, la prohibition des animaux de même espèce et du même pays.

Plus spécialement que se passe-t-il lorsqu'un ou plusieurs animaux faisant partie d'un convoi sont trouvés atteints d'une maladie contagieuse à l'inspection de frontière ?

La mesure employée, toutes les fois qu'elle est possible, est le *refoulement* de tout le convoi. Les animaux ne sont

pas admis à débarquer et sont renvoyés immédiatement dans le pays de provenance.

On admet parfois, lorsque les animaux groupés par wagons n'ont subi aucun transbordement ni débarquement, que le refoulement peut se restreindre au wagon dans lequel se trouvait l'animal malade et ses occupants devenus suspects. Mais il faut pour cela que les autres animaux du convoi ne proviennent pas du même marché ni du même lieu d'expédition, sinon il est permis de supposer que l'animal malade a été mêlé aux autres animaux avant l'embarquement et également que la localité de provenance n'est pas indemne de maladie malgré l'attestation des certificats.

Aussi la plupart du temps tout le convoi est-il refoulé.

Le vétérinaire de frontière inscrit alors le motif du refoulement sur le certificat d'origine et de santé et informe immédiatement le service vétérinaire central.

Mais le refoulement n'est pas toujours possible. Toutes les fois que le convoi ne provient pas d'un pays limitrophe mais au contraire d'un pays éloigné ou encore lorsque le transport s'est effectué par voie de mer, il devient difficile d'en opérer le refoulement.

D'autant plus qu'en général les pays de transit exigent que le pays importateur s'engage, d'avance, à accepter le convoi en quelque état qu'il soit.

Les animaux ne pouvant être refoulés sont alors soumis aux règles intérieures du pays importateur à l'égard des épizooties. Mais lorsqu'ils sont abattus c'est sans indemnité et aux frais du propriétaire des animaux.

Lorsque le refoulement s'effectue pour cause de tuberculose bovine, maladie dont les symptômes cliniques sont lents à se déclarer, certains pays ont pris l'initiative

de marquer les animaux ainsi refoulés d'un signe indélébile.

En Belgique les animaux sont marqués à l'oreille d'une ouverture en forme de cœur faite à l'emporte-pièce.

En France les animaux de toutes les espèces sont marqués de deux trous à l'oreille gauche lorsqu'ils sont refoulés comme atteints de maladies contagieuses ; et d'un seul trou à l'oreille gauche lorsqu'ils sont repoussés comme suspects.

La constatation d'une maladie contagieuse est l'exemple le plus net où le refoulement s'impose.

On admet également qu'il doit être procédé au refoulement dans tous les cas où une fraude ou une substitution peut être soupçonnée et notamment lorsque les indications contenues dans les certificats ne concordent pas avec la réalité.

Deuxième Partie

**L'œuvre de la Société
des Nations**

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIERS PAS

Le problème de la réglementation sanitaire des échanges internationaux d'animaux vivants ne devait pas laisser indifférent l'organisme économique de la Société des Nations.

Dès les premières sessions du Comité Economique la question sanitaire vétérinaire se posa avec force et il n'est pas sans intérêt de retracer rapidement le processus de son évolution au cours des travaux.

Le Comité Economique, créé en 1920 pour répondre au vœu de l'art. 23 § E du Pacte de la Société des Nations, voyait sa mission définie de la façon suivante :
« Prendre les dispositions nécessaires pour assurer la
« garantie et le maintien d'un équitable traitement du
« commerce de tous les membres de la Société ».

C'était l'époque où les prohibitions et restrictions douanières nées de la guerre mondiale, loin de disparaître avec l'état d'exception qui les avait fait naître, subsistaient pour la plupart et se multipliaient même sous la pression des nécessités d'un relèvement qui s'annonçait laborieux.

Le Comité Economique, en présence de ces prohibitions et restrictions, qu'il considère comme autant de violations de « l'équitable traitement du commerce », décide de leur consacrer son activité naissante.

La question, qui touche de très près le dogme de la souveraineté des Etats, est des plus délicates et le Comité Economique, faisant preuve d'une sage prudence, préfère ne s'attaquer pour l'instant qu'aux formalités douanières « d'un caractère excessif, inutile, arbitraire ou injuste », dont le maintien est de nature à porter atteinte au commerce des autres membres de la Société.

§ 1. *La Conférence pour la simplification des formalités douanières*

Un avant-projet, destiné à servir de base aux discussions, est élaboré par le Comité au cours de l'année 1923.

Le 15 octobre de la même année s'ouvre à Genève la Conférence pour la simplification des formalités douanières ¹.

Ni dans les débats de la Conférence, ni dans la Convention signée le 3 novembre 1923 la question sanitaire vétérinaire ne fut abordée. Elle dépassait le cadre des simples « formalités douanières ».

Il convient toutefois de souligner un fait qui montre que cette question n'en était pas moins « dans l'air ».

Lors des travaux préparatoires de la Conférence un certain nombre d'experts douaniers avaient été chargés par le Comité Economique de présenter un rapport sur

1. *Actes et textes de la convention*. Document C 678 (1) M. 241 (1) 1924 II

quelques articles techniques du programme de la Conférence, et, entre autres, sur la question de la reconnaissance, par un Etat importateur, de la validité des certificats d'analyse et d'essai délivrés par les pays exportateurs.

Les experts, profitant de l'occasion qui leur était ainsi offerte — non sans avouer d'ailleurs qu'ils allaient dépasser les limites de la Conférence et considérer l'ensemble de la question douanière — ne purent s'empêcher d'émettre l'avis suivant : « Une question beaucoup plus
« délicate se pose en ce qui concerne les certificats sanitaires du fait que le danger de l'introduction de maladies peut être très redoutable et qu'en outre la décision
« a prendre ne dépend pas uniquement de l'état dans lequel les animaux se trouvent à la présentation à la
« douane, mais d'informations précises sur l'état sanitaire de la région de provenance ».

Et ils ajoutaient :

« Toutefois les experts tiennent à déclarer qu'il serait
« très regrettable que, sous prétexte de précautions d'ordre sanitaire, on créât au commerce des difficultés
« inutiles. La question de savoir quelles précautions sont nécessaires ou utiles est de nature entièrement
« technique ».

Ce texte indiquait très nettement, quoique sous une forme incidente, le problème tel qu'il se posait sur le plan international : proportionner les mesures de protection au danger couru pour assurer la plus grande liberté possible au commerce mondial.

§ 2. *La Conférence pour l'abolition des prohibitions*

La Société des Nations, encouragée par les résultats de cette première étape que constituait la Convention des formalités douanières décide d'accomplir un nouveau pas en avant.

La cinquième assemblée de la Société des Nations estime que le moment est venu de s'attaquer de front aux prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation qui entravent encore le commerce international.

Le Comité Economique, saisi le 29 septembre 1924 par le Conseil de la S.D.N. des désirs de l'assemblée, se met aussitôt au travail et en deux ans réunit une documentation très complète sur la question.

Après une double consultation des gouvernements et des groupements nationaux intéressés, un avant-projet de Convention pour l'abolition des prohibitions et des restrictions est mis sur pied. Il servira de base de discussion à la *Conférence diplomatique* qui doit se réunir à Genève en octobre 1927.

Entre temps, en mai 1927, a lieu une importante *Conférence économique internationale* composée de quatre-vingt quatorze membres et de cent cinquante sept experts, appartenant à plus de cinquante pays, cette Conférence a une compétence essentiellement technique.

Sa mission n'est pas d'aboutir à des accords et ses membres ne sont pas mandatés par les gouvernements des pays auxquels ils appartiennent.

Le but qu'elle se propose est simplement de passer en

revue l'ensemble des causes économiques du déséquilibre dont souffrent le commerce et l'industrie ; et de présenter sous forme de recommandations, les possibilités d'aboutir à une situation meilleure.

Le problème sanitaire vétérinaire ne lui échappe pas ¹ ; bien mieux elle en place la solution uniquement sur le terrain international à tous les points de vue.

Pour elle « les maladies qui affectent les animaux... « devraient être combattues scientifiquement suivant « un plan et des accords internationaux ».

En ce qui concerne les mesures de protection prises par les pays et même les accords bi-latéraux « qui per-
« mettent de donner au pays contractants des garanties
« sérieuses », il faut, « sans empiéter sur leur droit de
« souveraineté, écarter de cette réglementation toute
« suspicion de protectionnisme déguisé et contribuer à
« la stabilité des relations commerciales qui est une des
« conditions du succès de la production ».

Ainsi la Société des Nations serait, par sa constitution même, l'organisme régulateur indispensable des mesures concernant les échanges d'animaux vivants, son action ne pouvant être suspectée, on le conçoit facilement, de protectionnisme indirect.

La première Conférence diplomatique pour l'abolition des prohibitions qui se tint à Genève du 17 octobre au 8 novembre 1927 aborda également le problème sanitaire vétérinaire ².

A vrai dire la façon dont elle l'aborda ne laisse pas de déconcerter de prime abord lorsqu'on suit pas à pas l'évolution du problème.

1. Document C. 356-M. 129, 1927 II.

2. Document C. 21-M. 12, 1928 II.

Pour cette Conférence qui tend à la suppression de toutes les prohibitions à l'importation et à l'exportation, la question des prohibitions sanitaires ne se pose que comme une exception à maintenir fermement.

Et cela s'explique fort bien.

Dans l'intérêt même de la Conférence, il convenait de réserver toute une série de prohibitions reconnues unanimement indispensables et dont le caractère « protectionniste » ne pouvait résulter que de leur emploi détourné, exagéré ou anormal.

Très sagement le Comité Economique avait dans son avant-projet, jugé opportun de maintenir dix sortes de prohibitions¹. Il avait compris que le seul fait de porter ces prohibitions sur le terrain de la discussion équivaldrait à empêcher toute possibilité d'entente et de réussite.

A l'égard des prohibitions sanitaires surtout il était à prévoir que la plupart des pays n'accepteraient pas d'en examiner le bien-fondé au cours d'une Conférence qui tendait à l'abolition des prohibitions.

1. Art. 4 du projet : « Les catégories suivantes de prohibitions et de restrictions ne sont pas interdites :

1° Prohib. ou rest. visant la défense nationale, la sécurité et l'ordre public.

2° Prohib. ou rest. ayant pour but la protection de la santé publique.

3° Id. ayant pour but la protection des animaux et des plantes contre la maladie, la dégénérescence et l'extinction.

4° Id. édictées pour des raisons morales et humanitaires.

5° Id. ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique.

6° Id. édictées pour protéger la propriété industrielle, littéraire et artistique.

7° Id. ayant pour objet d'étendre les mesures de contrôle imposées à l'intérieur.

8° Id. appliquées à des articles qui font l'objet d'un monopole d'Etat.

9° Id. édictées conformément aux conventions internationales concernant le trafic des armes, de l'opium ou autres commerces...

10° Id. applicables aux espèces, à l'or, à l'argent, au papier-monnaie et aux titres.

Ce qui importait, avant tout, c'était de laisser la Conférence se mettre d'accord sur le principe, les exceptions pouvant toujours par la suite être reprises, étudiées, modifiées ou réglementées.

Au cours de la discussion deux tendances principales se sont opposées.

Les représentants de l'Angleterre, de l'Etat libre de l'Irlande, des Etats-Unis et de quelques autres pays estiment que les mesures de prohibition et de restriction sanitaires vétérinaires ne sauraient être limitées.

M. Mac White, délégué de l'Etat libre d'Irlande, déclare très nettement que son pays « attache une grande importance au maintien des mesures de protection appropriées pour garantir les animaux contre la maladie » et « qu'il ne saurait donner son appui à toute clause qui semblerait limiter indûment le pouvoir discrétionnaire qui appartient aux gouvernements pour fixer de tels règlements ».

Le délégué de l'Etat libre d'Irlande va même plus loin. Supposons un instant, contre toute vraisemblance que la Conférence soit amenée à réglementer les mesures au moyen desquelles les pays cherchent à se mettre à l'abri de l'introduction des épizooties, non seulement l'Irlande, comme nous venons de le voir, n'accepterait pas de s'y soumettre, mais elle prévient les autres pays « que tout relâchement dans la surveillance vétérinaire... sur les exportations d'animaux d'un certain pays pourrait entraîner la nécessité d'imposer des restrictions plus graves dans des pays comme l'Irlande, qui attache une grande importance au maintien de la santé des animaux »¹.

1. *Op. cit.*, p. 98.

M. Hugh R. Wilson, délégué des Etats-Unis d'Amérique, faisant allusion aux « réserves nettes et nombreuses » qui ont exempté toutes les mesures sanitaires de la « portée de l'arbitrage » déclare qu'il est clair « qu'un certain nombre de parties contractantes refusent de soumettre les questions de cet ordre à un autre jugement que celui de leur propres autorités régulièrement constituées ».

Et il ajoute « nous avons jusqu'à un certain point la même opinion... nous n'avons pas le sentiment qu'il puisse être avantageux de soumettre de telles questions au jugement d'une autre autorité que l'Etat lui-même, qui doit préserver son hygiène publique et la santé de ses animaux... »¹.

Ainsi la situation est très nette. Pour tout un ensemble de pays il ne convient ni d'obliger les gouvernements à réduire la portée des mesures qu'ils édictent pour se protéger contre les maladies infectieuses, ni de soumettre ces mesures au jugement et à l'arbitrage d'une autorité autre que l'Etat lui-même.

La tendance opposée était représentée par la France, la Pologne et divers autres Etats agricoles. Ces pays sont persuadés que la situation actuelle, au point de vue des prohibitions sanitaires est abusive ; qu'un grand nombre de mesures sont injustifiées et qu'une limitation serait légitime et souhaitable.

A vrai dire les représentants de ces pays ne cherchent pas à entamer une discussion immédiate des questions vétérinaires. Ils sont même d'accord, semble-t-il, pour les écarter momentanément des débats.

Ce qu'ils redoutent c'est que le texte de la Conven-

1. *Op. cit.*, p. 141.

tion qu'ils vont signer ne confère à un état de choses qu'ils estiment déplorable, une intangibilité telle qu'elle aboutisse, en définitive, à une consécration pure et simple du droit pour tout pays d'édicter les mesures les plus choquantes en prenant le soin de les qualifier de mesures de protection sanitaire.

Sans doute le Comité Economique s'était rendu compte de cet écueil puisque l'art. 4 de son projet spécifiait que si certaines catégories de prohibitions et de restrictions n'étaient pas interdites, c'était à la condition toutefois « qu'elles ne fussent pas appliquées de manière à déguiser des mesures ayant un but purement économique ».

Mais cette précision n'était pas suffisante, ni de nature à calmer les appréhensions de certains pays.

Pratiquement que pouvait-on faire dans le cadre de la Conférence ?.

Une chose était possible et la discussion entre délégués l'a bien montré.

Le projet élaboré par le Comité Economique indiquait dans son art. 7 les sanctions de la Convention. « Cet article, avait déclaré le délégué français, M. Serruys, « c'est la garantie d'exécution et de pacification : il « a une importance capitale ». Il ajoutait d'ailleurs avec « une crainte mal dissimulée : « mais il faut bien recon-
« naître aussi qu'il intronise dans le domaine technique
« une modalité de conciliation et de juridiction inter-
« nationale qui, dans d'autres domaines, n'a pas encore
« rallié l'unanimité des Etats ».

L'art. 7 prévoyait le cas où un différend surgirait entre deux ou plusieurs Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application d'un article quel-

conque de la Convention sans que ce différend ait pu se régler amiablement.

La procédure qu'il établissait était à deux degrés :

Au premier degré les parties pouvaient, avant de recourir à une procédure arbitrale ou judiciaire, tenter une « amiable composition » par l'entremise d'un organisme technique désigné par la Société des Nations et qui donnerait sur le différend qui lui serait soumis un *avis consultatif*, c'est-à-dire n'ayant de valeur que s'il est accepté par toutes les parties.

Au second degré, si l'amiable composition n'a pas abouti ou si les parties n'ont pas jugé bon d'y recourir, le différend devra être porté soit devant un tribunal arbitral, soit devant la Cour Permanente de justice internationale.

Le projet prévoyait en outre que pour certains articles, à désigner par la Conférence, le différend pourrait être porté de plein droit devant la Cour.

Le mécanisme de cette procédure était, on le voit, assez simple.

De plus, s'appliquant à tous les différends, on pouvait estimer qu'il y avait là une garantie sérieuse pour les pays que poursuivait la crainte des prohibitions déguisées.

La discussion de l'art. 7 du projet fit renaître immédiatement l'antagonisme qui s'était plusieurs fois déjà manifesté.

Les Pays-Bas, représentés par M. Wibaut, acceptent avec un certain enthousiasme la procédure établie par le projet du Comité Economique. Non seulement les différends portant sur les art. 4 et 5 doivent se voir appliquer la même procédure mais ils devraient même

être portés directement devant la Cour permanente de justice internationale.

En outre un organisme devrait être désigné pour se tenir au courant de l'existence de tels différends et au besoin les porter d'office devant la Cour.

Le délégué de la Yougoslavie, M. Curcin, attirant plus particulièrement l'attention de la Conférence sur la question des épizooties et les mesures vétérinaires déclare « qu'il est indispensable qu'il y ait des garanties « promptes et efficaces contre les interprétations abusives et arbitraires de la Convention ».

M. Erich, délégué de la Finlande est du même avis. Il estime d'ailleurs que tout pays de bonne foi ne doit pas craindre d'aller devant la Cour Permanente de justice, organe d'une impartialité reconnue, qui saurait dire si un intérêt vital est ou non en jeu.

Le délégué de la Suisse, M. Stucki, est d'un avis contraire. Selon lui, la Convention contient certains points qui, vu leur nature, ne sauraient être soumis à l'arbitrage.

Tel est le cas des art. 4 et 5. Tel est le cas surtout des prohibitions destinées à protéger les animaux contre les maladies contagieuses.

M. Stucki doute même que ce soit l'intérêt des pays qui le demandent de soumettre ces questions à l'arbitrage.

« Dans le cas », dit-il, « où un pays se plaindrait de ce qu'un autre pays impose des restrictions illégitimes à l'importation de son bétail, lorsque la question aura été portée devant un tribunal et qu'on aura trouvé des experts pour examiner la légitimité des mesures sanitaires qui ont été prises on s'apercevra que le jugement ne pourra être prononcé qu'à un moment où il

« n'aura plus aucune valeur pour l'une ou l'autre des parties ».

Notons en passant une remarque très intéressante de M. Stucki.

Le délégué polonais cherchant à illustrer par un exemple, les abus auxquels peuvent donner lieu les mesures de police contre les épizooties avait invoqué le *continuellement pour raison sanitaire*, il raisonnait ainsi : voilà bien une mesure de *protectionnisme indirect*, car s'il existe un danger de maladie, il faut fermer entièrement les frontières, si ce danger n'existe pas, il faut par contre les ouvrir toutes grandes.

M. Stucki répond au délégué polonais en disant :¹

« Cet argument ne laisse pas d'être captieux et
« cependant il est erroné. La Suisse, par exemple, élève
« du bétail pour l'entretien de sa population, mais fré-
« quemment il est nécessaire qu'elle laisse entrer du
« bétail de l'étranger pour suffire complètement à son
« alimentation. Cette importation s'effectue par cer-
« taines stations spéciales, dotées d'une surveillance
« vétérinaire et par l'intermédiaire de maisons de com-
« merce d'une réputation établie : il ne peut exister
« aucune injustice dans de telles dispositions ».

La thèse de la Suisse fut suivie par les délégués des pays anglo-saxons qui reprirent, pour la circonstance, leur théorie de la « juridiction domestique ». Ils eurent beau jeu de montrer que les exceptions des art. 4 et 5 ayant été admises pour leur donner satisfaction dans tous les cas où ils estiment ne pouvoir agir qu'en toute souveraineté, ils ne peuvent accepter en définitive — et

1. *Oper. cit.*, p. 97.

ce serait illogique — de soumettre ces mêmes questions à l'appréciation d'un arbitre ou d'un juge.

Ainsi de discussions en discussions l'art. 7 du projet

*Texte du projet présenté par
le Comité Economique*

Art. 7

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent accord, et si ce différend ne peut-être réglé soit directement entre les parties, soit par la voie, de tout autre moyen de règlement amiable, les parties au différend pourront, avant de recourir à toute procédure arbitrale ou judiciaire, soumettre le différend aux fins d'amiable composition à tout organisme technique, que le Conseil de la S.D.N. pourra désigner à cet effet, et cet organisme formulera un avis consultatif après avoir entendu les parties et les avoir au besoin réunies.

L'avis consultatif formulé par ledit organisme ne liera pas les parties au différend, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles et les parties conserveront la liberté, soit après avoir recouru à la procédure ci-dessus, soit pour remplacer cette procédure, de recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire de leur choix y compris l'instance devant la Cour permanente de justice internationale pour toutes les matières qui sont de la compétence de la Cour aux termes de son statut. Si un différend surgit au sujet de l'interprétation ou de l'application des articles... du présent accord, les parties devront à la requête de l'une d'elles, soumettre l'objet du litige à la décision de la C.P.J.I. qu'elles aient ou non, au préalable recouru à la procédure précisée au § 1 du présent article.

La procédure ouverte devant l'organisme visé ci-dessus ou l'avis formulé par lui, n'entraînera en

*Texte adopté par la 1^{re} Conférence
pour l'abolition des prohibitions*

Art. 8

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs hautes parties contractantes, au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention, à l'exception des art. 4, 5, 6 ainsi que des dispositions du protocole relatives auxdits articles et si ce différend ne peut être réglé..
.....(texte du projet).....

.....
et les avoir au besoin réunies. L'avis consultatif formulé par ledit
..... (texte du projet).....
la Cour au terme de son statut.

Si un différend quelconque d'ordre juridique surgit au sujet de l'interprétation des dispositions de la présente convention, à l'exception des *dispositions des art. 4, 5, et 6*, ainsi que des dispositions du protocole relatives auxdits articles — les parties devront à la requête de l'une d'elles, soumettre l'objet du litige à la décision de la C.P. de Justice Internationale ou d'un *tribunal arbitral de leur choix*, qu'elles aient ou non préalablement recouru à la procédure prévue à l'alinéa premier.

En cas de contestation sur le point de savoir si un différend est d'ordre juridique ou non cette question sera soumise à la Cour Permanente de justice Internationale.

La procédure ouverte devant...

(Texte du projet)....

.....
aux termes de l'art. 41 de son statut — ou devant le tribunal arbitral choisi par les parties.

Art. 9

Chacune des Hautes Parties

fit place à un art. 8 qui, reprenant sensiblement la même procédure, en [excepta] expressément *les art. 4, 5 et 6*. Il faut ajouter toutefois qu'un nouvel art. 9 prévoyait qu'en dehors de la Convention proprement dite, chaque Haute Partie contractante avait la liberté d'étendre l'application de l'art. 8 à tout ou partie des art. 4, 5 et 6 à l'égard des pays, qui de leur côté, consentiraient à la même obligation. Inutile de dire que cet article n'avait pratiquement aucune portée.

Pressentant cet échec, le délégué français, M. Serruys, avait déjà fait, au cours des débats la part des choses. « Si l'on n'accepte pas, » avait-il déclaré, « la juridiction, « on doit entourer les questions vétérinaires de certaines « garanties : il faut tout de même spécifier que la Con- « férence n'est pas réunie pour continuer l'arbitraire qui « se développe de jour en jour ».

La délégation polonaise avait, dans le même esprit, élaboré un projet de texte qu'elle désirait voir insérer en appendice à l'acte final de la Conférence.

En voici la teneur :

« Les prohibitions d'importation d'animaux destinés
« aux abattoirs... peuvent être édictées seulement dans

aucun cas, la suspension de la mesure qui fait l'objet du litige ; il en sera de même dans le cas d'une instance devant la Cour permanente de Justice Internationale, à moins que celle-ci n'en décide autrement aux termes de de l'art. 41 de son statut.

Contractantes pourra, soit lors de la ratification de la présente convention, soit ultérieurement, déclarer qu'elle s'engage à étendre vis-à-vis de toute autre Haute Partie Contractante acceptant la même obligation, l'application des dispositions de l'al. 3 de l'art. 8 à tout différend pouvant surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application en tout ou en partie des articles 4, 5, 6 que le différend soit ou non d'ordre juridique. Elles pourront également ne rendre applicable, pour ces matières, que les al. 1 et 2 de l'art. 8.

« les cas où l'importation de ces marchandises constitue
« pour l'Etat importateur une menace évidente de conta-
« mination.

« Dans ces cas, les prohibitions d'importation doivent
« tenir compte du genre et du degré de danger de la
« maladie contagieuse et elles ne peuvent s'appliquer
« au territoire entier de l'Etat exportateur, mais seule-
« ment aux zones contaminées et effectivement mena-
« cées des maladies.

« Les restrictions à l'importation ne peuvent avoir
« trait qu'à la désignation des points d'entrée pour
« l'importation, à l'examen et au contrôle vétérinaire.
« des transports, enfin à l'obligation de faire accompa-
« gner les marchandises de certificats officiels de santé
« et de provenance.

« Les prohibitions d'importation, édictées en vue de
« la protection des animaux... contre la dégénération et
« l'extinction ne peuvent concerner que les animaux des-
« tinés à l'élevage »¹.

La Conférence ne pouvait accepter ce texte, ni même l'examiner. Il soulevait un problème trop important pour être traité en quelques lignes annexées en appendice à la Convention, et trop technique d'autre part pour être abordé sans préparation, sans une étude préalable.

Mais la Conférence avait compris que, dans l'intérêt même de la Société des Nations, il convenait de donner certains apaisements.

Il ne fallait pas que des pays, qui s'estimaient gravement lésés dans leurs intérêts par les mesures sanitaires vétérinaires, pussent croire que la Société des Nations,

1. *Oper cit*, p. 80.

incapable de leur donner satisfaction pour le moment, se refusât systématiquement à examiner leurs doléances.

La Conférence se tira d'embarras par la déclaration suivante qui fut consignée dans l'Acte Final.

« La Conférence, approuvant les résolutions de la
« Conférence Economique Internationale, tenue à Genève
« en mai 1927, relatives à la lutte contre les maladies
« des.... animaux par le moyen d'accords internationaux
«

« Considérant que les mesures contre les épizooties...
« ne doivent avoir en vue que la préservation des ani-
« maux... et ne doivent être, en aucun cas, instituées
« ou appliquées comme un moyen de restreindre ou
« différencier le commerce des pays exportateurs de
« produits d'élevage ;

« Considérant qu'il y a lieu de ne prendre que des
« mesures d'une efficacité éprouvée et d'en propor-
« tionner la rigueur aux menaces de contagion qui sont
« à redouter ;

« Recommande au Conseil de la Société des Nations
« d'entreprendre par les moyens qui lui apparaîtront
« les plus expédients et dans le plus bref délai possible,
« les études, consultations et enquêtes nécessaires en
« vue de la réunion d'une ou plusieurs conférences de
« techniciens, spécialisés dans toute question relative à
« la lutte contre la maladie des animaux, qui seront
« chargés de proposer aux gouvernements une action
« concertée, *efficace contre les maux* qu'ils veulent
« également combattre et *respectueuse à la fois* des
« droits souverains des Etats et des intérêts du commerce
« international.

CHAPITRE II

LE SOUS-COMITE DES EXPERTS VETERINAIRES

Le Comité Economique, saisi par le Conseil de la S.D.N. de la « recommandation » de la première Conférence pour l'abolition des prohibitions, invita aussitôt un certain nombre d'experts à se réunir en sous-comité de police vétérinaire.

La première session de ce sous-comité se tint à Genève du 30 janvier au 2 février 1928.

Le 4 novembre 1930 le sous-comité des experts remettait au Comité Economique un rapport général dans lequel était consigné le résultat de deux années et demie d'études ¹.

Pour la première fois le problème sanitaire vétérinaire était — dans ce rapport qui constitue un document unique sur la question — l'objet d'une étude d'ensemble.

Nous ne saurions nous dispenser d'en retracer rapidement les grandes lignes.

La tâche des experts telle qu'elle avait été définie par le Comité Economique et telle qu'elle résulte de la

1. S.D.N. *Document C. 633.M. 252, 1930 II.*

division même du rapport des experts comportait l'étude de deux questions bien définies : d'une part quelles garanties pourraient donner les pays exportateurs ? D'autre part quelles facilités pourraient accorder les pays importateurs sur la base de ces garanties ?

§ 1. *Les garanties*

Les experts sont unanimes à déclarer que le problème vétérinaire ne peut raisonnablement recevoir de solution que sur la base d'une *confiance réciproque*

Tout pays exportateurs d'animaux vivants doit inspirer confiance et dans ses procédés techniques de lutte contre les maladies, et dans l'organisation de ses services vétérinaires.

En ce qui concerne la lutte contre les maladies, il y a là une question purement scientifique, étroitement liée aux progrès de la science vétérinaire et des méthodes diagnostiques, de prophylaxie, d'immunisation. A cet égard les experts s'en remettent à l'*Office international des épizooties* créé par l'arrangement international du 25 janvier 1924.

L'organisation des services vétérinaires par contre a retenu toute l'attention des experts qui se sont trouvés d'accord pour affirmer que dans chaque pays les services vétérinaires devraient être organisés de manière à permettre : un contrôle efficace, une documentation précise, une information sincère et rapide.

a) *Le contrôle*

Un contrôle efficace dépend de l'organisation admi-

nistrative. Il faut que le chef des services vétérinaires soit un technicien directement responsable devant le ministre d'Etat qualifié.

Il doit avoir sous ses ordres des techniciens, fonctionnaires d'Etat et indemnisés par ce dernier.

Cette exigence a pour but d'éliminer les vétérinaires praticiens qui, chargés d'une mission officielle de contrôle, pourraient, en même temps, exercer pour leur propre compte la médecine vétérinaire. Cette dualité de fonction, permise dans certains pays, offre un grave danger, celui d'obliger parfois le vétérinaire à concilier son intérêt et son devoir. Il est donc préférable de confier le contrôle de la santé des animaux à des fonctionnaires qui emploieront tout leur temps à leur mission.

Quant au nombre et à la répartition de ces vétérinaires inspecteurs il convient de le proportionner à l'étendue du territoire cultivé et à la densité de l'élevage, de telle sorte qu'il y ait toujours un contrôle permanent et rapide de la totalité des animaux domestiques.

Seule une organisation présentant toutes ces garanties non seulement pourra exercer un contrôle sérieux mais pourra délivrer des certificats de santé et d'origine en lesquels les pays importateurs auront confiance.

b) *La documentation.*

Le contrôle régional ainsi organisé il faut que le gouvernement soit très exactement renseigné sur la situation sanitaire du pays. La précision de cette documentation dépendra sans doute de la conscience avec laquelle les particuliers signaleront les épizooties et les cas de maladie qui sévissent dans leurs fermes et leurs élevages, mais surtout de la façon dont les inspecteurs vétérinaires tiendront la main au respect des règlements et seront

ponctuels et vigilants dans la transmission de leurs renseignements.

c) *L'information.*

Les experts, considérant l'importance de l'information dans le problème vétérinaire, insistent tout particulièrement sur ce point.

Les gouvernements, pleinement renseignés sur la situation sanitaire de leur pays, doivent publier exactement et rapidement tous les renseignements qu'ils possèdent.

Il faut que la situation sanitaire exacte des pays exportateurs soit officiellement connue, étroitement et régulièrement précisée.

Pour cela, elle sera portée à la connaissance de tous les pays intéressés, au moyen de *bulletins sanitaires vétérinaires* déjà en usage dans la grande majorité des pays.

C'est donc surtout une question d'uniformité, de sincérité et de régularité dans la publication, qui se pose à leur sujet. Cette question est d'ailleurs inscrite à l'ordre du jour des travaux de l'Office International des Epizooties qui recherche une formule uniforme de bulletins, en même temps que leur standardisation sur la base d'une nomenclature unifiée des maladies.

Les experts estiment toutefois que la publication de la situation sanitaire au moyen de bulletins périodiques devrait, dans certains cas, être complétée.

Quelle que soit, en effet, la rapidité d'exécution et de transmission du bulletin un délai est nécessaire — ne serait-ce que le temps matériel de la collation des renseignements et de l'impression — que l'on peut fixer à un minimum de quinze jours.

C'est pourquoi les experts prévoient que, dans les cas de maladies particulièrement graves, des avertissements devraient être envoyés aux pays intéressés par des voies beaucoup plus rapides et notamment par la voie télégraphique, ainsi que cela est prévu dans certaines conventions vétérinaires bilatérales.

Telles sont les principales garanties que pourraient offrir, pour réaliser la confiance indispensable, l'organisation des services vétérinaires des pays exportateurs d'animaux vivants.

Avant de quitter la question des garanties le sous-comité des experts, désireux de ne laisser dans l'ombre aucune possibilité d'améliorer les relations vétérinaires entre les différents pays tente de fixer, aussi étroitement que possible, certains principes de collaboration internationale.

Il serait souhaitable, selon lui, que chaque Etat étudie dans la mesure compatible « avec les exigences de sa souveraineté » quelques mesures de rapprochement et notamment :

— l'admission d'étudiants et de professeurs de pays étrangers afin de les initier aux méthodes d'instruction et de recherches en usage dans le monde ;

— l'organisation de commissions d'études et d'échanges de fonctionnaires, qui permettrait d'examiner dans chaque pays les conditions particulières qui se présentent au point de vue de l'élevage, de la répartition et de la circulation du bétail, conditions qui exercent une influence très importante sur les dangers de contagion ;

— enfin l'établissement permanent de fonctionnaires vétérinaires sur le territoire d'un autre pays, mesure plus délicate mais d'un grand intérêt international.

§ 2. *Les facilités*

Les bases d'une confiance réciproque étant ainsi dégagées le sous-comité déclare ensuite qu'il va examiner dans une seconde partie de son rapport « dans quelle mesure et par quelles méthodes les divers pays peuvent s'accorder pour supprimer les entraves au commerce qui, du point de vue de la protection légale des animaux et de la santé publique, ne sont ni justifiées, ni nécessaires

a) *Les systèmes de protection.*

Les experts sont tout d'abord amenés à passer en revue les systèmes de protection appliqués dans les différents pays. Ils les ramènent à deux selon l'usage : le système de la « porte ouverte » et celui de la « porte fermée ».

Ces deux systèmes, aux dires des experts, ont chacun des avantages au point de vue sanitaire vétérinaire et leurs effets ne dépendent en réalité que de la manière dont ils sont appliqués.

Ils estiment notamment que dans les pays où des autorisations sont exigées, celles-ci ne devraient être refusées que pour des motifs sanitaires concluants.

b) *Les conventions vétérinaires bi-latérales*

Les experts passent ensuite à l'étude des conventions vétérinaires bi-latérales. Ils déclarent à leur sujet qu'il y a là, un moyen de favoriser le commerce international dans la mesure compatible avec les nécessités de la protection sanitaire.

Il ne leur échappe pas toutefois que la convention

n'aura d'effets qu'autant que les mesures sanitaires prévues seront consciencieusement appliquées et qu'en outre la conclusion d'une telle convention doit faire l'objet d'une enquête préalable sur la situation sanitaire du pays co-signataire et sur son organisation vétérinaire.

c) *Les certificats d'origine et de santé.*

Les certificats d'origine et de santé sont partout reconnus comme indispensables à la loyauté et à la sécurité des échanges commerciaux.

Les experts ont déjà indiqué dans la première partie de leur rapport qu'on ne pouvait avoir confiance dans ces certificats qu'autant que l'organisation vétérinaire du pays qui les délivre était satisfaisante.

Or même délivrés par des fonctionnaires vétérinaires on a l'impression que parfois ces certificats n'ont pas fait l'objet de tous les soins nécessaires. Il faut encore qu'ils engagent pleinement la responsabilité du gouvernement dans le territoire duquel ils ont été délivrés.

Les experts estiment que la responsabilité de l'Etat pourrait jouer de la façon suivante :

La délivrance des certificats ne serait effectuée que par des agents spécialement accrédités et autorisés à cet effet. Ces agents seraient alors soumis à un contrôle disciplinaire qui entraînerait la responsabilité de l'Etat exportateur. En outre un contrôle supplémentaire devrait avoir lieu avant de laisser les animaux franchir la frontière, de telle sorte que se sachant contrôlé le vétérinaire qui délivre les certificats s'efforcerait de ne rien négliger dans sa mission.

Il serait de même infiniment désirable que la visite de frontière se fasse, autant que possible, *en commun*

par les inspecteurs vétérinaires des pays intéressés.

A ce sujet les pays devraient envisager la création de gares internationales qui se sont révélées très pratiques.

d) Application des mesures sanitaires d'après les maladies.

Ayant ainsi fait le tour des mesures généralement appliquées aux importations d'animaux vivants et ayant indiqué quelques améliorations à y apporter, les experts estiment qu'il leur est, dès lors, possible de préciser, pour chaque maladie, les mesures sanitaires qui paraissent appropriées pour éviter l'importation des maladies les plus redoutables.

Ils distinguent cinq groupes de maladies :

Premier groupe : La peste bovine :

Tout pays qui n'est pas complètement indemne de cette maladie peut se voir prohiber l'exportation de toutes espèces de ruminants et de porcs.

Après extinction complète de la maladie un délai d'un an à partir du dernier cas de peste bovine devra être observé avant que des relations normales puissent s'établir.

Deuxième groupe :

Fèvre aphteuse,

Clavelée,

Peste aviaire,

Diarrhée blanche des poussins,

Peste du porc,

Pneumonie contagieuse,

Choléra aviaire.

Les experts sont d'accord pour admettre qu'un pays

indemne ou faiblement infecté de l'une de ces maladies est fondé à prohiber complètement l'importation des animaux réceptifs provenant des pays infectés.

Quelques experts estiment cependant, qu'en ce qui concerne la fièvre aphteuse et la peste porcine, la prohibition pourrait être limitée au territoire infecté et aux districts voisins.

Quant aux pays déjà infectés ils pourraient consentir éventuellement à des atténuations.

Troisième groupe :

Rage, Dourine, Morve.

Pour ces trois maladies dont l'extinction est poursuivie dans tous les pays la rigueur d'une prohibition complète est justifiée, lorsqu'elle est édictée par des pays indemnes.

Quatrième groupe :

La fièvre charbonneuse

Cette maladie qui se transmet surtout par les produits animaux ne justifie que la prohibition des animaux en provenance des localités, étables ou pâturages infectés.

Cinquième groupe :

Avortement épizootique

- *Mélitococcie,*
- *Tuberculose,*
- *Mammites.*

Ces maladies — dites maladies de l'élevage — entraînent des pertes considérables et pourtant ne sont pas en général — sauf la tuberculose — classées parmi les maladies contagieuses.

Il conviendrait à l'égard de ces maladies, que les pays exportateurs garantissent *officiellement* que les animaux qu'ils exportent proviennent de fermes et d'élevages certainement indemnes de ces infections.

Tel est, succinctement rappelé, le rapport qui fut soumis au Comité Economique de la Société des Nations.

CHAPITRE III

LES RESULTATS

Le sous-comité des experts, par l'enquête approfondie à laquelle il s'est livré, par les questionnaires qu'il a fait parvenir aux services compétents des Etats membres de la Société des Nations ainsi qu'aux principaux Etats non-membres, s'est placé résolument devant les faits positifs et non devant des discussions doctrinales ou intéressées.

Par ailleurs, il faut avouer que son rapport, consciencieusement et impartialement établi par des techniciens éminents dégagés de toutes contingences ou préoccupations politiques a précisé avec succès quelques points délicats du problème sanitaire vétérinaire.

Mais il eut été illusoire de s'attendre à des résultats effectifs. *Aucune solution pratique ne pouvait être envisagée ni même entrevue* ; aucun progrès réel favorable au commerce international des animaux vivants ne pouvait être espéré à la suite de ce rapport.

Il serait injuste cependant d'en imputer la faute au sous-comité des experts dont la tâche avait été étroitement délimitée par le Comité Economique, sur les

indications mêmes de la première Conférence pour l'abolition des prohibitions.

Or, nous l'avons vu, dans l'esprit de cette Conférence la réunion d'un comité d'étude devait avoir pour but, non pas d'étudier le problème vétérinaire sous toutes ses faces, ni de chercher par tous les moyens appropriés d'obtenir la plus grande liberté désirable du commerce des animaux vivants, mais simplement de prévoir, en l'état actuel des choses « *quelques améliorations* » susceptibles de donner satisfaction à certains pays d'élevage effrayés par la rigueur, chaque jour accrue, des règlements vétérinaires et par ce moyen d'arrêter leurs plaintes.

Ce n'était pas une solution énergique que l'on cherchait mais de simples palliatifs.

Les experts eux-mêmes ne déclaraient-ils pas qu'il leur fallait « conserver un *juste milieu* entre les préoccupations légitimes de la protection contre les maladies « et les nécessités de conférer une facilité toujours plus « grande aux échanges internationaux »¹.

Il ne s'agissait donc pas de parvenir à ce que le commerce international fut libre parce qu'*exempt de dangers*, mais d'établir une « *confiance moyenne* » pour pays importateurs « *moyennement soucieux* » de la santé de leurs animaux.

Bien mieux, après avoir, dans une première partie de leur rapport, exposé les principes essentiels d'une organisation satisfaisante des services vétérinaires, du contrôle et de l'information, les experts ajoutent « *ces principes constituent une garantie minimum nécessaire* »²

1. *Oper. cit.*, *Rapport des experts*, p. 4, § 2 *in fine*.

2. *Oper. cit.*, *Rapport des experts*, p. 10, § 5.

Peut-on imaginer dans ces conditions qu'un pays, dont la crainte des épizooties est telle qu'il n'a pas hésité à fermer complètement ses frontières aux importations de ruminants et de porcs de tous pays, puisse être amené à se départir de son système de protection à l'égard d'un pays dont l'organisation vétérinaire serait considérée comme présentant « *une garantie minimum* » ?

D'ailleurs la gêne des experts est manifeste lorsqu'ils abordent dans la seconde partie de leur rapport les facilités qu'un pays importateur pourrait accorder sur la base de cette « *garantie minimum* ».

Ces facilités, ils les cherchent tout d'abord dans les conventions vétérinaires bi-latérales, ainsi que l'avait recommandé la première Conférence pour l'abolition des prohibitions¹.

Les experts sont unanimes à reconnaître que de telles conventions peuvent faciliter le trafic international. C'est en effet leur principal objet.

Malheureusement une convention vétérinaire n'est pas autre chose qu'une autorisation générale d'importation, et chaque pays est seul juge de savoir s'il doit conclure une convention vétérinaire, de même qu'il est seul juge de savoir s'il doit autoriser ou non les importations de tel ou tel pays.

Les mêmes raisons qui poussent les pays à refuser les autorisations, les empêcheront de conclure des Conventions vétérinaires.

Ces facilités, ils les cherchent ensuite dans diverses

1. C. 633. M. 252, 1930- II, p. 2.

« La conférence n'ignore pas que des efforts ont été faits par certains pays pour aboutir au résultat désiré par la voie d'accords bi-latéraux ; elle recommande aux organismes que le Conseil chargera de l'étude ci-dessus d'en examiner les dispositions et d'en observer les effets ».

mesures qui permettraient de renforcer la confiance des pays importateurs dans la valeur des certificats d'origine et de santé et d'améliorer le système de contrôle généralement appliqué au trafic des animaux vivants.

Dans tout ce paragraphe les experts semblent faire une confusion inexplicable entre les *garanties* dont ils ont déjà traité dans une première partie et les *facilités* dont ils devaient s'occuper dans cette seconde partie.

Arrivés à ce moment de leur étude les experts estiment tout-à-coup qu'ils sont à même de préciser les mesures sanitaires vétérinaires qui paraissent dès lors indispensables et appropriées pour éviter l'importation des maladies les plus redoutables.

Nous avons vu quelles étaient ces mesures.

Si l'on met à part les maladies dites « de l'élevage », non encore classées dans la plupart des pays mais qui le seront dans un avenir très proche, ainsi que la fièvre charbonneuse dont la contagion affecte des formes particulières, *pour toutes les autres maladies* les experts estiment qu'un pays indemne ou faiblement infecté est fondé à *prohiber complètement* l'importation des animaux réceptifs provenant de pays contaminés.

La seule facilité accordée consiste dans les *atténuations* à cette règle qui pourraient être consenties par les pays déjà infectés.

Facilité inadmissible; ce qui importe ce n'est pas tant qu'un pays soit contaminé ou non, ce qui importe c'est qu'il y ait dans un pays *des étables et des élevages sains*, car au point de vue vétérinaire un élevage sain doit être préservé avec autant de vigueur qu'un pays entièrement indemne.

Facilité inadmissible, puisque la notion de « la plu-

ralité de certains virus » est universellement admise et que l'on a découvert à ce jour trois types virulents de la fièvre aphteuse. De telle sorte qu'un bétail atteint de la fièvre aphteuse et guéri peut sans doute — être immunisé contre un type virulent mais non contre un autre type de cette même maladie.

Ainsi, très habilement, les experts avouaient leur impuissance à résoudre le problème sanitaire vétérinaire dans les limites qui leur avaient été imposées.

Et s'il était besoin d'en administrer la preuve dans le domaine des réalisations, il suffirait de rappeler la suite qui fut donnée au rapport général des experts par le Comité Economique ¹.

« Le Comité Economique a examiné avec tout l'intérêt qu'il mérite le contenu de ce rapport et les conclusions essentielles auxquelles les experts sont arrivés.

« A son avis, il convient, pour l'instant, en attendant la réalisation qu'il espère prochaine, des conditions touchées ci-dessus, de laisser les *Etats* régler au mieux de leurs intérêts, une partie très importante du commerce international des produits d'élevage, c'est-à-dire le trafic du bétail...

« Une atténuation des mesures vétérinaires actuellement appliquées en cas d'exportation et d'importation de ces produits semble à l'heure actuelle, pouvoir faire plutôt l'objet d'accords bi-latéraux ».

Il ne faut voir là qu'une façon élégante de classer un dossier sans suite.

Tel est le résultat, il faut bien l'avouer, des méthodes de demi-mesures, et de concessions trompeuses trop

1. *Op. cit.*, p. 18 *in fine*.

souvent employées par l'organisme international qu'est la Société des Nations. Ces méthodes sont frappées d'inaptitude congénitale toutes les fois qu'il s'agit de résoudre une question aussi délicate et aussi concrète que celle qui nous occupe.

Troisième Partie

L'organisation Nationale

Nous voici en possession de tous les éléments nécessaires pour juger de la situation actuelle du commerce international des animaux vivants.

Nous avons vu, dans notre première partie, que devant l'invasion des maladies contagieuses chaque pays avait dû prendre des mesures de précaution. Ces mesures se sont complétées au cours des années pour former aujourd'hui un système défensif dont le moins qu'on puisse en dire est qu'il réduit dans des proportions considérables le trafic des animaux vivants, sans parvenir cependant à réaliser une protection absolue, bien loin de là !!

Nous avons vu, dans notre seconde partie, que la Société des Nations, saisie des doléances des pays exportateurs avait étudié le problème, mais que, faute de l'avoir posé sous son véritable jour, elle n'avait abouti à aucun résultat pratique.

En outre nous avons admis au commencement de cette étude le fait, communément accepté mais mal précisé, que certains pays, à la faveur de l'incertitude et de la confusion qui règnent dans l'application des mesures de protection, détournent ces mesures de leur véritable destination et s'en servent pour contrôler les importations d'animaux vivants conformément à leurs intérêts économiques.

Contentons-nous de remarquer que le « protectionisme indirect » n'est rendu possible que par l'état de choses actuel et que par suite cette question n'exige pas une solution spéciale.

Le jour où les échanges internationaux d'animaux vivants ne présenteront plus de dangers le « *protectionnisme indirect* » ne sera plus possible car la mauvaise foi du pays qui emploierait un tel procédé apparaîtrait trop clairement.

Le seul problème à résoudre est donc le suivant :

« Comment parvenir à ce que les exportations d'animaux vivants présentent une *garantie absolue* au point de vue sanitaire ? ».

A l'heure actuelle quelle garantie donne-t-on au pays qui consent à importer des animaux vivants ?

Sans doute, lui dit-on, une partie des animaux de notre pays est atteinte des maladies contagieuses que vous craignez tant ; sans doute les animaux sains, les animaux guéris, les animaux en période d'incubation, les porteurs de germes sont mêlés dans nos étables, mais ayez confiance. Du jour où un animal est destiné à l'exportation, nos inspecteurs vétérinaires examinent cet animal en particulier, ils sont tenus de s'entourer de toutes les précautions nécessaires qu'ils confirmeront de leur main, de telle sorte que ce contrôle, complété par toutes les mesures que vous, pays importateur, jugerez bon d'appliquer à cet animal à la frontière, vous donnera le plus de chances possibles d'introduire sur votre territoire un animal non-dangereux.

Un grand nombre de pays n'ont pas admis ce raisonnement. Peut-on leur en tenir rigueur ?

Ce serait une grave erreur de prétendre obtenir « *une garantie absolue* » en perfectionnant le système actuel.

Il a le tort de faire passer au second plan l'action prophylactique du pays exportateur alors que d'elle seule peut venir la solution du problème des échanges internationaux d'animaux vivants.

CHAPITRE I

LES LIMITES DES METHODES PROPHYLACTIQUES ACTUELLES

§ 1. *Les méthodes employées.*

Les principes qui président à la lutte contre les maladies contagieuses dans les divers pays sont l'œuvre du législateur. Celui-ci apporte à ses textes, au fur et à mesure, les modifications que rendent nécessaires les découvertes nouvelles de la science. Il le fait d'ailleurs avec un retard plus ou moins grand qui procède à la fois de la mise en mouvement du mécanisme législatif et du souci de ne prescrire que des mesures d'une efficacité reconnue.

Les moyens de prophylaxie qu'utilise depuis longtemps déjà la police vétérinaire dans les différents pays et tels qu'ils résultent des prescriptions légales et des règlements sanitaires peuvent se ramener à trois : *la déclaration, l'isolement et l'abatage.*

a) Déclaration et isolement.

Voici un aperçu de la législation française en ce qui

concerne la méthode prophylactique qu'elle applique¹.

Déclaration obligatoire (Loi du 21 janvier 1898 art.31)

Aussitôt que le propriétaire d'un animal, ou la personne ayant à quelque titre que ce soit la charge d'un animal, le découvre atteint ou le soupçonne d'être atteint d'une maladie contagieuse², il est tenu d'en faire immédiatement la déclaration au maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'animal atteint. La déclaration est également obligatoire dans le cas d'un animal mort d'une maladie soupçonnée contagieuse.

Déclaration d'infection (Loi du 21 janvier 1898 art.32)

Aussitôt prévenu le maire doit faire le nécessaire pour que le vétérinaire sanitaire visite sans retard l'animal malade ou procède à l'autopsie du cadavre.

S'il constate une maladie contagieuse le vétérinaire adresse un rapport au préfet qui prend un arrêté portant « *déclaration d'infection* » pour une région dont il fixe le périmètre.

La détermination de ce périmètre présente une très grande importance.

D'après une circulaire du 5 avril 1912, l'autorité qui

1. *Manuel de législation sanitaire vétérinaire*. A. Pleindoux, *passim*.

2. La liste la plus récente des maladies considérées comme contagieuses est contenue dans la loi récente sur la tuberculose bovine (J.O. 7 juillet 1933) dans son article 2 qui modifie l'art. 29 de la loi du 21 juin 1898 « Les maladies réputées contagieuses et qui donnent lieu à déclaration et à l'application des mesures de police sanitaire sont : »

- La rage dans toutes les espèces ;
- La peste bovine dans toutes les espèces de ruminants ;
- La peripneumonie contagieuse des bovins ;
- Le charbon symptomatique et l'anaplasmose bovine ;
- La tuberculose des bovidés dans les conditions du décret ;
- La clavelée dans l'espèce ovine ;
- La méliococcie dans les espèces ovine et caprine ;
- Les gales dans les espèces ovine et caprine et les équidés ;
- La fièvre aphteuse dans les espèces bovine, ovine, caprine et porcine ;
- La morve et la dourine chez les équidés ;
- La fièvre charbonneuse chez toutes les espèces ;
- Le rouget et la pneumo-entérite chez les porcs ;
- La loque, l'acariose et la nose-mose chez les abeilles.

fixe le périmètre doit tenir compte non des divisions administratives, mais de la topographie des lieux et des conditions économiques locales (modes d'exploitation, habitudes commerciales, rapports avec le voisinage, etc.) c'est avant tout une question de fait qu'il est impossible de préciser *a priori*.

Le périmètre doit être large sauf à proportionner les obligations sanitaires aux dangers courus.

On peut, par exemple, considérer deux zones distinctes : — d'abord une « *zone d'interdiction* » comprenant les exploitations déjà envahies ainsi que celles qui peuvent être considérées comme contaminées, de même que les emplacements qui ont pu être infectés soit directement soit indirectement.

— Ensuite une « *zone d'observation* » entourant la première et comprenant les exploitations simplement menacées qui doivent de ce fait être soumises à des mesures de précaution.

Cette déclaration d'infection entraîne l'application des mesures propres à éviter la propagation de la maladie et notamment :

— L'isolement, la séquestration, le recensement et le marquage des animaux.

— La mise en interdit qui permettra d'éviter tous contacts indirects par agents intermédiaires.

— L'interdiction des foires, marchés, transports et circulation de bétail.

— La désinfection des écuries, étables, moyens de transport et objets quelconques pouvant servir de véhicule à la contagion.

Tel est le système français que l'on rencontre d'ailleurs à la base de la législation dans *tous les autres pays*.

STATISTIQUES
Répartition par année de 1925 à 1932 de la Fièvre Apteuse
dans les principaux pays européens

Année	Allemagne	Autriche	Belgique	Danemark	France	Grande Bretagne	Hongrie	Pays-Bas	Suède	Tchéco- slovaquie
1925	56.348 F	1.679 F 15.245 Am	3.008 F	53.617 F	16.997 F	260 F	210940 Am	30.939 F	4646 F	4.805 F 6.816 Am
1926	199.528 F	2785. F 41.735 Am	35.519 F	97.434 F	48.959 F	204 F 20.002 Ab	35.181 Am	62.656 F	5993 F	4.104 F 6.339 Am
1927	15.756 F	2.755 F 25.668 Am	641 F	1.786 F	3.874 F	143 F 9.950 Ab	96.369 Am	657 F	161 F	1.455 F 3.072 Am
1928	23.189 F	752 F 12.572 Am	283 F 4.597 Am	83 F	9.585 F	138 F 11.441 Ab	93503. Am	19796 F	4 F	
1929	4.881 F	1.143 F 16.786 Am	461 F 9.168 Am	31 F	21.944 F	38 F 3570 Ab	148772 Am	954 F	2 F	
1930	41.863 F	4.235 F 32.002 Am	1.071 F 31.682 Am		6.535 F	8 F 306 Ab		30301 F		
1931			612 F 12.999 Am		10.878 F	97 F 10.649 Ab		11.958 F		
1932	18.959 F	563 F	4.076 F 115.030 Am	5.893 F	9.527 F 106.486 Am	25 F 2.497 Ab	4081 F	10.857 F	47 F	6659 F

Légende : Am : Animaux malades. — Ab : Animaux abattus. — F. : Foyers de maladie.

Les mesures sont plus ou moins sévères mais tendent toutes au même but : éviter la dissémination des germes de maladie par l'isolement et la séquestration des malades et contaminés et la réglementation de la circulation dans la zone infectée.

Le système législatif *allemand* porte surtout son attention sur les restrictions à la circulation des animaux et des personnes ainsi qu'au transport des objets.

Le système *anglais*, tel qu'il résulte des « animal acts » de 1894 à 1927 se recommande par sa rapidité d'intervention et son organisation de dépistage de la maladie ¹.

Dès qu'un animal est malade, notification doit en être faite à la police locale qui prévient immédiatement le ministère compétent par dépêche et l'autorité administrative locale (conseil des boroughs).

L'autorité locale procède à une enquête rapide, confiée à l'inspecteur vétérinaire du lieu. Si ce dernier soupçonne la présence d'une maladie contagieuse, il délivre un certificat à l'effet d'interdire toute circulation dans un rayon de cinq milles. En même temps il prévient toujours télégraphiquement le ministère compétent qui envoie immédiatement un inspecteur-vétérinaire. Un service de roulement de jour et de nuit est organisé à cet effet.

Si l'inspecteur constate la présence de la maladie il est autorisé à étendre la zone dans laquelle toute circulation est interdite. Il peut la porter à quinze milles et même plus s'il y a lieu de supposer qu'un marché a été infecté.

Le ministre promulgue un « order » déclarant la région

1. Rapport pour l'année 1929 du Chef des ser. Vét. de la Grande-Bretagne

infectée. Aucune circulation n'est autorisée dans le rayon ainsi fixé.

Si la maladie ne s'est pas propagée la mesure est maintenue pendant un délai suffisant après lequel le rayon est réduit par périodes successives.

L'exploitation infectée restera sous surveillance pendant un temps plus long.

En outre des inspecteurs vétérinaires examinent le bétail dans le voisinage immédiat afin de déceler d'autres foyers possibles d'infection et de suivre la trace des animaux sortis de la zone infectée afin de remonter toujours autant qu'il est possible à la source de l'infection.

Le système anglais est très efficace toutes les fois que la déclaration de la maladie par le propriétaire de l'animal atteint est faite sans retard, avec toute la diligence requise.

b) L'abatage.

Les mesures d'isolement et de séquestration sont, dans certains cas, complétées par l'abatage des animaux malades et parfois même des contaminés.

L'abatage offre le grand avantage de faire disparaître la source même de la contagion. Malheureusement son application est soumise à des difficultés que nous verrons plus loin.

Pour l'instant il suffit de remarquer que si certains pays comme la Grande-Bretagne s'acharnent à se débarrasser de la fièvre aphteuse par des abatages excessivement sévères, d'autres pays comme la France, par contre, ne prescrivirent pas l'abatage dans le cas de fièvre aphteuse mais seulement la séquestration qui est levée lorsqu'il s'est écoulé un certain temps depuis la guérison du troupeau atteint.

Pour d'autres maladies plus graves ou d'une contagion moins rapide comme la pleuro-pneumonie, la peste bovine, la morve ou le farcin... l'abatage est de rigueur d'une façon générale.

La tuberculose entraîne également l'abatage dans certains pays mais, le plus souvent, seulement lorsqu'elle se manifeste par des signes cliniques évidents, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'un cas de tuberculose avancée.

En France, jusqu'à ces derniers temps, conformément à la loi sur le Code rural et au décret du 6 octobre 1904 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée, l'abatage sur ordre du maire était obligatoire pour les animaux atteints de tuberculose c'est-à-dire présentant des signes cliniques de cette maladie.

La loi du 7 juillet 1933, complétée par le récent décret du 24 janvier 1934 (J. O. du 30 janvier 1934) a remplacé cette mesure, qui ne fut jamais appliquée sérieusement, par un retour aux méthodes d'isolement et de séquestration.

Désormais la tuberculose donne lieu à déclaration dans les cas de :

Tuberculose avancée du poumon ;

Tuberculose de l'intestin, de la mamelle ou de l'utérus.

A la suite de cette déclaration les mesures de police sanitaires doivent être appliquées conformément aux art. 31-32-33 de la loi du 21 juin 1898 (Code rural).

Toutefois la déclaration d'infection du préfet ne doit porter que sur le local ou l'enclos occupé par les animaux atteints et la levée d'infection n'aura lieu qu'après disparition (mort ou abatage volontaire) des animaux.

§ 2. *Les résultats obtenus.*

Quels furent les résultats pratiques de cette méthode prophylactique de l'isolement complétée parfois par l'abatage ?

Parmi les maladies qui occasionnèrent les graves épizooties du siècle dernier un grand nombre a manifestement disparu ou est en voie de disparition.

La *peripneumonie des bovins* et la *peste bovine* qui firent tant de ravages n'existent pour ainsi dire plus en Europe.

La *morve* des équidés, si elle n'a pas complètement disparu, ne sévit plus que dans un petit nombre de pays (Allemagne, Autriche, Italie, Espagne, Pologne) où les foyers, en nombre restreint d'ailleurs, diminuent chaque année.

De même pour la *dourine* qui est en constante régression, et n'est plus observée que tout exceptionnellement en Europe.

La *clavelée*, variole du mouton, est localisée aux pays qui bordent la Méditerranée, ses foyers sont limités géographiquement ; les grandes épizooties d'autrefois n'ont plus été constatées depuis près d'un siècle.

En ce qui concerne le *charbon bactérien*¹ (fièvre

1. Un rapport de 1929 des services vétérinaires anglais sur l'origine des cas de fièvre charbonneuse donne comme causes probables de 386 foyers nouveaux :

1° Résidus de tanneries ou autres entreprises contaminant les cours d'eau ;	3
2° Cadavres infectés, issues etc, donnés en aliment	2
3° Aliments importés	304
4° Emploi d'engrais artificiels d'origine animale	7
5° Emploi simultané d'aliments et d'engrais	52
6° Sans explication plausible	18

Foyers 386

charbonneuse) et le *charbon bactérien* (symptomatique) ces maladies offrent ceci de particulier que le rôle de la contagion directe est pour ainsi dire nul. C'est par le sol (cadavres enterrés, germes virulents contenus en permanence dans certains terrains), par l'ingestion d'aliments souillés ou provenant d'animaux malades (poudre d'os, etc...) que se propagent et s'entretiennent ces maladies.

C'est donc autant à l'égard des animaux vivants qu'à l'égard des produits animaux qu'il convient de prendre des précautions.

Ces maladies sont d'ailleurs en diminution constante dans la plupart des pays.

On ne saurait malheureusement en dire autant de quelques maladies à l'égard desquelles le système prophylactique que nous venons de décrire n'a pas donné les résultats espérés.

La *fièvre aphteuse* résiste aux mesures législatives et administratives actuellement en vigueur, dans presque tous les pays. Les foyers de contagion pour cette seule maladie se comptent par milliers, (voir tableau p. 90) et notamment en Allemagne, Autriche, Belgique, France Pays-Bas, Tchécoslovaquie.

Quelques pays, parmi lesquels la Grande-Bretagne, l'Irlande, la Suède et la Norvège, semblent être à même de se protéger efficacement grâce à leur situation géographique insulaire ou quasi insulaire. Mais la protection n'est pas complète. En Grande-Bretagne par exemple, de temps à autre, le mal éclate et se répand rapidement. Sans doute faut-il admettre que des agents autres que les animaux protégés ont joué le rôle de « conservateurs de virus ». Tout ce que l'on peut dire c'est que des

mesures de police énergiquement et rapidement prises permettent aux autorités sanitaires de n'être pas débordées dans ces quelques pays comme il n'en est que trop d'exemples dans d'autres Etats.

Il faut citer ensuite un groupe de maladies qui, bien que scientifiquement différentes, sont confondues sous une même désignation par les statistiques des différents pays : ce sont la *peste porcine* et la *pneumo-entérite* du porc. Quoiqu'il en soit ces deux maladies — auxquelles il faut ajouter *le rouget du porc* — sévissent fortement dans tous les pays provoquant, au point de vue du commerce international, une prohibition presque générale des échanges de porcs vivants.

Ces maladies du porc ont résisté aux méthodes de prophylaxie actuellement en vigueur.

Il en a été de même, enfin, de toute une série de maladies dites « maladies de l'élevage » dont la principale est la tuberculose et notamment la *tuberculose bovine* qui prend chaque jour plus d'extension et vis-à-vis de laquelle la méthode classique de prophylaxie s'avère totalement impuissante au point que dans un certain nombre d'années, si l'on n'y porte remède, cette maladie seule sera capable de motiver la cessation presque complète des échanges de bovidés vivants.

§ 3. Les raisons de l'insuccès partiel

Pourquoi les deux armes employées par la police sanitaire vétérinaire : l'isolement et l'abatage, n'ont-elles pas donné les mêmes résultats vis-à-vis de toutes les maladies contagieuses ?

Pourquoi ont-elles échoué contre la fièvre aphteuse, la peste porcine et la tuberculose bovine ?

a) Examinons d'abord la méthode de l'*isolement*.

Dans certains pays le législateur a reculé devant l'abatage obligatoire des animaux atteints de maladies pour lesquelles il existe une possibilité de guérison.

En France, par exemple, pour la *peste porcine* (rouget et pneumo-entérite) ainsi que pour la fièvre *aphteuse* l'isolement seul est prescrit. La levée d'infection se fait un certain temps après la guérison du dernier animal atteint et après désinfection.

On pouvait supposer alors, si l'isolement avait été consciencieux et la désinfection rigoureuse, que l'on avait triomphé de la maladie avec le minimum de pertes au point de vue économique.

Les animaux guéris pouvaient faire l'objet à nouveau de transactions en toute liberté.

Or quelques temps après la maladie réapparaissait dans le foyer d'origine et apparaissait dans d'autres étables jusque là indemnes.

C'est qu'en effet la méthode prophylactique employée n'avait pas prévu le rôle des « *porteurs de germes* ».

Ce rôle, récemment mis en lumière, est des plus importants.

Voici à son sujet l'opinion d'un auteur des plus autorisés en la matière ¹.

« La notion des porteurs de germes a introduit dans « l'étude des modalités de la contagion un fait nouveau « d'une importance dominante. Pour toute une série

1. Professeur E. Leclainche, *Un concept de police sanitaire vétérinaire moderne*, « Bulletin de l'Office international des Epizooties », t. VI, pp.173-182.

« de maladies nous sommes incapables d'affirmer que les sujets réputés guéris ou seulement exposés à la contagion, ne recèlent point des germes pathogènes et ne constituent pas un danger.

« C'est qu'il ne faut pas seulement considérer les porteurs vrais chez lesquels, pendant un temps très variable des agents virulents sont entretenus et excrétés en permanence ou par intermittence, alors que tout symptôme a disparu. Une autre catégorie est constituée par les infectés chroniques porteurs ou non de lésions discrètes persistantes avec des expressions variées qui ne rappellent en rien la maladie initiale. Une troisième comprend enfin les simples véhicules des germes, individus résistants à l'envahissement grâce à leur défense naturelle, sujets d'autres espèces... »

L'isolement est donc loin de constituer une méthode sûre de prophylaxie.

Bien au contraire, en donnant officiellement à la guérison des animaux malades, une apparence trompeuse de santé et d'immunité elle travaille dangereusement à la création de nouveaux foyers d'infection. En outre n'autorise-t-elle point — alors surtout que l'animal extrait d'un effectif guéri a été, par le jeu des ventes successives, transporté dans un élevage où la maladie n'a jamais existé — n'autorise-t-elle point le vétérinaire, chargé de rédiger le certificat de santé qui permettra l'exportation d'un tel animal, à le délivrer sans objection.

b) Il ne resterait donc qu'une seule méthode : l'abattage.

Aussitôt découvert et circonscrit le foyer d'infection

doit être éteint par l'abatage sans merci des malades, contaminés et suspects.

Ainsi plus de craintes ; malades ou porteurs de germes seront mis hors d'état de propager la contagion.

Cette méthode radicale n'a point fait reculer le législateur dans certain pays.

Et si l'échec de cette méthode n'a pu être évité, c'est que les difficultés de son application pour être tout autres n'en sont pas moins insurmontables.

Tout d'abord une difficulté technique.

Tandis que pour la tuberculose, la peste aviaire, la morve, la science de vétérinaire possède un réactif (tuberculine de Koch ; malléine ; agglutination) qui permet de déceler avec une approximation satisfaisante les réagissants d'un troupeau, rien de semblable n'existe à l'égard de la fièvre aphteuse et de la peste porcine.

Mais la principale difficulté est d'ordre économique, psychologique même, pourrait-on dire.

A la base des différentes méthodes de prophylaxie se trouve la *déclaration obligatoire* que doit faire toute personne ayant des animaux à sa charge lorsque l'un ou plusieurs d'entre eux présentent des symptômes de maladie.

Or le fait que le paysan, que l'éleveur doit être le collaborateur du vétérinaire dans une méthode qu'on lui impose, ne laisse pas de soumettre l'application de cette méthode à un *aléa certain* d'autant plus à redouter que la méthode sera plus rigoureuse.

Si, pour certaines maladies, il a été relativement facile d'exiger cette déclaration c'est que ces maladies présentaient des caractères cliniques nettement définis et que l'évolution de la maladie était extrêmement rapide.

A l'égard de la fièvre aphteuse, de la peste porcine et de la tuberculose bovine, pour ne citer que ces maladies, il en est tout autrement : ce sont des maladies à spécificité obscure, à types virulents multiples (fièvre aphteuse) ou à évolution lente (tuberculose).

Or comment l'éleveur n'hésiterait-il pas à se conformer à l'obligation qu'on lui impose lorsqu'il sait, que pour un animal donnant des signes certains de tuberculose avancée, on lui demandera d'abattre également les animaux réagissants, qu'il considère lui, comme sains, qui en ont l'apparence, qui lui rendent les meilleurs services au point de vue travail et lui procurent peut-être les plus grands bénéfices au point de vue production du lait ?

Comment se résoudrait-il à déclarer un cas de fièvre aphteuse ou de peste porcine, s'il sait qu'aussitôt on sacrifiera son troupeau ? N'a-t-il pas eu des exemples d'animaux guéris de la fièvre aphteuse et de la peste porcine ?

Sa résistance sera peut-être moins grande s'il se sent isolé, si le mal qui frappe son étable n'a pas atteint le voisinage. Mais si l'on suppose une multiplicité de foyers toute action utile peut être enrayée par la résistance des intéressés : « il suffit d'ailleurs d'une résistance passive ».

Enfin la rigueur des interventions de la police sanitaire diminue d'elle-même à mesure que le nombre des animaux malades augmente, car il arrive un moment où les mesures sanitaires doivent céder devant le dommage économique *immédiat* qu'elles causeraient.

En un mot une prophylaxie par l'abatage obligatoire et rationnel des malades et contaminés se révèle im-

possible toutes les fois que la maladie est profondément implantée.

Les efforts infructueux de la Grande-Bretagne pour s'affranchir de la peste porcine et de la fièvre aphteuse en sont le témoignage, alors surtout que sa situation insulaire, sa politique rigoureuse de prohibition, la vigueur de sa police sanitaire autorisaient tous les espoirs.

A supposer même que tous les propriétaires d'animaux, conscients des difficultés de la tâche entreprise, décidassent d'apporter leur concours sans réserve à l'autorité vétérinaire le problème ne serait pas résolu.

Il y aurait, dans bien des pays, une impossibilité financière. L'exemple des Etats-Unis d'Amérique dont la lutte contre la tuberculose bovine a été qualifiée ¹ « d'utopie » et sa poursuite « de fantaisie extrêmement coûteuse dont seuls les Etats-Unis pouvaient s'offrir le luxe » vient, malgré le succès sanitaire *partiel* obtenu, confirmer les difficultés d'application de la méthode d'abatage.

Pour un effectif très faiblement infecté, comptant une moyenne de 4 % d'animaux réagissants, le montant des frais d'éradication s'est élevé pour la seule année de 1927 à près de 20 millions de dollars.

On peut juger par ce chiffre de l'effort financier que devraient fournir les pays européens qui ont couramment de 30 à 40 % d'animaux réagissants. Alors surtout que les circonstances économiques favorables qui auraient permis à une certaine époque d'envisager cette méthode d'abatage sont aujourd'hui révolues.

Que conclure de tout cela ?

1. Camette et Guérin, *Revue générale de médecine vétérinaire*, n° 15, juillet 1929.

Limitée dans ses applications, inopérante à l'égard d'un certain nombre de maladies, la méthode classique de prophylaxie ne permet pas de jeter les bases d'une solution du problème, très simple en apparence mais techniquement très complexe, des échanges internationaux d'animaux vivants.

Au demeurant la faiblesse d'action de cette méthode encourage et excuse les entraves, chaque jour plus nombreuses, qui sont apportées au commerce international des animaux vivants.

Ne serait-il possible que de constater cette situation avec impuissance ?

CHAPITRE II

LES POSSIBILITES D'UNE METHODE NOUVELLE DE PROPHYLAXIE

La méthode classique de prophylaxie, qui ne considère que le troupeau malade qu'elle tente d'assainir, est-elle à ce point intangible que l'on doive s'incliner devant ses défaillances à l'égard de certaines maladies comme devant un fait qui dépasse la volonté et la science humaines ?

Ne s'est-on pas « hypnotisé » sur le mal à combattre ?

Puisqu'il est si difficile d'extirper la maladie lorsqu'on a eu le malheur de la laisser s'implanter dans une étable, pourquoi ne pas prendre les devants ; pourquoi ne s'occuper d'un élevage que lorsque le mal y a fait son apparition c'est-à-dire lorsqu'il est trop tard ?

C'est en prenant le contre-pied de la méthode actuelle qu'une méthode nouvelle est née s'appliquant surtout à découvrir ou à constituer des élevages sains et à les préserver.

§ I *La méthode des effectifs sains*

Cette méthode préconisée par M.E. Leclainche, directeur de l'Office International des Epizooties, et qu'il a excellemment exposée dans deux rapports présentés au comité de cet Office¹, se base sur les deux principes suivants :

1^o *Une méthode de prophylaxie ne doit être que facultative et suppose la collaboration constante des éleveurs et des services vétérinaires.*

L'exemple des déboires obtenus avec le principe de la prophylaxie obligatoire montrait suffisamment qu'on qu'on ne pouvait attendre aucun résultat efficace d'une méthode, quelle qu'elle soit, qui ne serait pas facultative ou prétendrait se passer de la collaboration des intéressés.

Dès lors il serait inutile qu'un élevage sain eut été découvert ou constitué si le propriétaire de cet effectif ne consentait à se soumettre volontairement et expressément, à toutes les mesures que l'autorité sanitaire estimerait devoir prendre pour la sauvegarde de la santé de cet effectif.

Il est d'ailleurs hors de doute, qu'en pratique, l'adhésion du propriétaire ne soit acquise devant les avantages évidents qu'il doit retirer de cette collaboration.

1. *Un concept d'une police sanitaire moderne*, « Bulletin de l'Office », t. VI, pp. 173-182.

Les possibilités d'une prophylaxie nouvelle, « Bulletin de l'Office », t. VII, pp. 52, 66.

2° *Tout animal issu d'un milieu infecté doit être considéré comme dangereux à priori.*

Ce principe doit être appliqué dans son sens le plus large. La catégorie des animaux dangereux doit non seulement comprendre « les animaux demeurés dans
« les milieux réputés assainis ou réintroduits dans
« ceux-ci puisqu'une réactivation de l'infection chez
« l'un quelconque d'entre eux expose les autres à une
« nouvelle contagion » mais encore tous les animaux qui, directement ou indirectement, ont pu être en contact avec des animaux malades.

Ainsi l'on peut juger de la différence qui sépare la méthode nouvelle de la méthode actuellement employée.

Tandis que la méthode classique de prophylaxie s'estime satisfaite lorsqu'elle est parvenue à rétablir péniblement un état de santé toujours momentané et souvent illusoire en ce qui concerne certaines maladies, la méthode nouvelle cherche à reconstituer un *élevage national sain* en partant de sujets sains.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail des problèmes techniques que soulève cette recherche des sujets sains.

Il nous suffit de savoir, que de l'avis des savants les plus autorisés, il est pratiquement possible, en l'état actuel de la science vétérinaire, de découvrir ou de constituer un élevage sain si l'on veut bien recourir à
« l'utilisation associée de tous les procédés du diagnostic :
« clinique, bactériologique, expérimental et aussi à la
« surveillance permanente et prolongée des effectifs, y
« compris, pour les bovins, le contrôle des autopsies ».

§ 2. — *La législation sanitaire basée sur la méthode des effectifs sains.*

« Les connaissances scientifiques pour autant qu'elles
« se montrent applicables dans la pratique, servent de
« bases à la législation sur la police sanitaire ; mais
« comme la science progresse sans cesse, les méthodes de
« prophylaxie des épizooties se modifient avec elle et la
« législation doit intégrer à son tour les possibilités
« nées des acquisitions nouvelles »¹.

Bien entendu il ne saurait être question de remplacer d'un seul coup la méthode actuelle de prophylaxie par la méthode nouvelle des effectifs sains.

Il faut estimer au contraire que pendant fort longtemps les deux méthodes devront co-exister. On peut même prévoir que dans de nombreux cas, par le fait même de ses exigences, la méthode nouvelle ne pourra s'appliquer soit pour des raisons économiques, soit pour des raisons psychologiques.

Il en sera notamment ainsi à l'égard des effectifs réduits, et dans les régions où domine le régime de la petite propriété, où l'élevage est peu intensif.

Il conviendra d'ailleurs pour commencer de n'appliquer cette méthode qu'à des zones d'élevage judicieusement choisies.

Il ne faut enfin pas perdre de vue que la méthode est basée sur une surveillance sanitaire des plus attentives qui ne doit jamais se relâcher, ce qui arriverait fatale-

1. Docteur Wehrle, *La prophylaxie actuelle, ses succès et ses insuccès*
• Bulletin de l'Office International des Epizooties •. t. VII, p. 29.

ment si les animaux soumis à cette surveillance étaient par trop disséminés.

Ceci dit, comment peut-on concevoir, dans ses grandes lignes, la législation qui permettrait d'appliquer pratiquement cette nouvelle méthode de prophylaxie ?

a. Recensement des élevages indemnes.

Tout éleveur désireux de bénéficier des avantages qui seront reconnus aux élevages sains devra en faire la demande au ministère compétent. Il s'engagera en même temps dans le cas où, après examen et contrôle prolongé, son élevage serait déclaré indemne, à se soumettre à toutes les mesures de surveillance et de protection nécessaires.

Il sera tenu par les autorités sanitaires centrales une liste des élevages indemnes et « accrédités » ainsi que de tous les renseignements les concernant.

Tout animal faisant partie d'un élevage « accrédité » sera pourvu d'une marque indiquant : l'année où cette marque a été apposée, le numéro matricule de l'animal ainsi que la désignation de l'élevage auquel il appartient.

Plusieurs questions se posent en ce qui concerne cette reconnaissance des élevages sains.

Il faut tenir compte en effet :

1. qu'une même espèce animale peut être atteinte de plusieurs maladies contagieuses,
2. qu'une même maladie contagieuse peut atteindre plusieurs espèces d'animaux,
3. qu'un animal peut propager les germes d'une infection à l'égard de laquelle il n'est pas réceptif.

Or deux cas peuvent se présenter :

— ou bien l'élevage en question ne comprendra qu'une seule espèce d'animaux et alors il devra être indemne de

toutes les maladies contagieuses qui peuvent frapper cette espèce ;

— ou bien l'élevage comprendra plusieurs espèces d'animaux et dans ce cas, non seulement il faudra exiger que chaque espèce soit indemne des maladies contagieuses qui lui sont propres, mais il sera prudent de recommander un isolement sévère des diverses espèces.

A ces conditions seules un élevage pourra être « accrédité ».

b. Circulation et protection.

Lorsqu'un élevage aura été définitivement reconnu indemne, il sera soumis à la surveillance constante des services vétérinaires.

Il importe désormais d'empêcher toute possibilité de contamination.

A cet effet, l'élevage accrédité — plus tard la zone ou la région — devra être soumis à une réglementation très stricte.

1. Les animaux appartenant à l'élevage indemne devront toujours rester dans les limites des enclos et pâturages qui leur sont réservés.

2. Aucun animal étranger ne sera admis dans l'élevage.

Les animaux errants seront immédiatement éloignés ou abattus.

3. De même aucun objet pouvant servir de véhicule à la contagion ne devra être introduit à l'intérieur de l'élevage.

4. Aucune personne étrangère à l'élevage ne sera acceptée et notamment « les marchands, bouchers, empiriques, maréchaux, accoucheurs et autres indésirables »¹.

1. Professeur E. Leclainche, *op. cit.*, p. 64.

5. Les personnes s'occupant des animaux seront soumises à des mesures de désinfection appropriées.

6. Les pâturages seront inspectés. On recherchera notamment si des cadavres d'animaux n'ont pas été enfouis. Il ne devra pas y avoir de terrains d'enfouissement dans un certain rayon.

7. Les ruisseaux traversant les pâturages et auxquels les animaux sont susceptibles de s'abreuver devront être surveillés. Ils seront consignés si, sur leur parcours existent des établissements industriels (tanneries et autres établissements traitant des produits animaux) pouvant faire craindre la pollution de leurs eaux.

8. Enfin toutes les fois que les aliments nécessaires aux animaux ne pourront être trouvés sur place, il conviendra de prendre les plus grandes précautions en ce qui concerne leur provenance.

c. Les mutations d'animaux.

Il est pratiquement admis « qu'un élevage indemne qui n'achète pas reste indemne : toutes les autres causes possibles de contagion semblent jouer un rôle peu important », tout au moins à l'égard de certaines maladies.

Il serait donc intéressant qu'un élevage accrédité ne puisse se développer que par le *croît*.

Toutefois dans certains cas, notamment pour les besoins de la reproduction et de la race, on pourra admettre l'achat d'animaux mais à la condition expresse qu'ils proviennent d'élevages « accrédités » et qu'il soit pris toutes les précautions nécessaires en particulier à l'égard du transport de ces animaux.

Ces mutations devront être mentionnées sur un registre spécial et centralisées.

La vente au dehors, par contre, sera entièrement libre.

d. Avantages reconnus aux élevages accrédités.

L'application d'une telle méthode doit évidemment présenter pour l'éleveur des avantages certains sans lesquels il serait vain d'escompter des résultats appréciables.

Un premier avantage sera la délivrance d'un *certificat officiel* du ministère compétent à tout animal, issu d'un élevage accrédité, lors de sa vente.

Il est inutile d'insister sur la plus-value obligatoire que prendra par le fait même l'animal vendu avec cette garantie.

En outre, *en ce qui concerne les exportations, ce certificat sera seul valable.*

Le lait provenant d'élevages de bovins accrédités fera également l'objet d'une garantie spéciale.

Enfin des prêts de l'Etat à faible taux d'intérêt pourront être accordés aux propriétaires d'élevages accrédités pour la construction d'étables ou l'aménagement de bâtiments anciens.

Ainsi sans heurt, avec un effort financier modéré, des réserves d'animaux sains pourraient être très facilement constituées grâce à cette méthode nouvelle.

Puis avec une grande prudence on arriverait à « accréditer » des régions entières. Il serait alors très facile de prévoir des mesures « d'assainissement » appropriées à l'égard des effectifs de faible importance.

CHAPITRE III

L'APPLICATION PRATIQUE DE LA METHODE DES EFFECTIFS SAINS

§ 1. *Les expériences étrangères*

La méthode toute récente des « effectifs sains » a fait l'objet de commentaires favorables dans tous les milieux qui s'intéressent particulièrement au problème sanitaire vétérinaire.

Ajoutons que sa discussion est à l'ordre du jour de la séance d'inauguration du « *Congrès international de médecin vétérinaire* » qui doit se tenir à New-York en août 1934.

Mais dès maintenant, au point de vue pratique, cette méthode a inspiré, dans deux pays notamment : en Allemagne et en Italie, des mesures très importantes.

a. *En Italie* l'expérience a été tentée sous deux formes. Le gouvernement italien s'est employé tout d'abord à obtenir des groupements d'étables indemnes des maladies contagieuses et plus spécialement des maladies dites de « l'élevage », en constituant des élevages de vaches laitières dans des régions où jusqu'alors on ne pratiquait que l'élevage des moutons. Tous les bovidés envoyés dans

ces « zones de bonification » (Bonificazione) doivent être sélectionnés. Un inspecteur vétérinaire et un laboratoire installé sur place vérifient la composition des troupeaux et ne laissent incorporer que des individus reconnus scientifiquement sains.

La seconde expérience est extrêmement curieuse.

On connaît le travail gigantesque entrepris et mené à bonne fin par le gouvernement italien pour assainir les *Marais Pontins*, vaste plaine de plus de 1.500 kilomètres carrés qui depuis des siècles était un foyer permanent de malaria. Aujourd'hui, grâce à un assèchement parfaitement réussi, les Marais Pontins sont à nouveau la plaine riche qu'ils étaient du temps de la République romaine. Des villes neuves sont nées (Littoria)¹ et le sol récupéré offre à la culture des terrains d'une fertilité rare.

Cette victoire de l'homme sur les éléments a suggéré au gouvernement italien l'idée d'une victoire nouvelle sur les maladies : toute cette portion de territoire a été uniquement peuplée avec des animaux indemnes.

Ainsi cette partie de l'Italie qui fut pendant des siècles si meurtrière est en voie de devenir une réserve nationale d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

b) *En Allemagne* d'immenses domaines terriens — comparables aux latifundia romains — ont été acquis par l'État en vue de créer de véritables entreprises de colonisation (Siedlung) dans lesquelles on s'efforce de procurer aux colons un cheptel parfaitement sain.

Telles sont, à l'heure actuelle, les applications les plus importantes qui ont été faites de la méthode des effectifs sains.

1. Une nouvelle ville : *Sabaudia* a été inaugurée le 15 avril 1934.

D'autre part, dans de nombreux pays les possibilités de cette méthode sont actuellement à l'étude.

En Belgique les autorités vétérinaires estiment que cette tendance nouvelle caractérise la police sanitaire de l'avenir.

Il ne semble donc pas téméraire d'affirmer que sous peu les pays d'élevage — et ne le sont-ils pas tous plus ou moins — vont tourner leurs efforts vers la constitution de réserves d'animaux sains.

§ 2. *Nécessité, en FRANCE, d'une réorganisation préalable des services vétérinaires*

Il est hors de doute que la France, qui possède des zones d'élevage nettement définies, ne soit remarquablement placée pour appliquer la méthode des « effectifs sains ».

Mais cela ne suffit pas.

Une œuvre de cette importance ne peut être entreprise que par les pays qui possèdent des services vétérinaires organisés, ayant à leur tête un technicien éprouvé qui saura par ses connaissances et par son esprit de suite mener à bien la tâche commencée.

Or si les services vétérinaires de quelques pays d'Europe répondent à cette exigence, il faut constater qu'il n'en est pas de même dans beaucoup d'autres.

En France une réorganisation administrative des services vétérinaires doit obligatoirement précéder la lutte contre l'envahissement des maladies contagieuses.

Ce qui a toujours fait la faiblesse des services vétérinaires français, c'est qu'ils n'ont pour ainsi dire jamais joui de l'autonomie nécessaire.

Un décret du 30 octobre 1899¹ procédant à la réorganisation du Ministère de l'Agriculture avait rattaché les services vétérinaires à la « Direction de l'agriculture » dont ils ne formaient qu'un bureau, dirigé par un sous-directeur sans compétence technique vétérinaire.

Un décret du 21 octobre 1911² rattacha par la suite, les services vétérinaires au service de la répression des fraudes qui prit le nom de « Direction des services sanitaires et scientifiques et de la répression des fraudes », dont le directeur avait pour mission de s'occuper spécialement du 2^e bureau, c'est-à-dire des laboratoires et de la répression des fraudes.

Ainsi, malgré le changement opéré, les services vétérinaires continuèrent à ne former qu'un bureau dirigé par un sous-directeur sans compétence technique.

Un décret du 5 juillet 1929 vint heureusement modifier cette situation. Ce décret prévoyait deux innovations importantes.

1^o Il rattachait les services vétérinaires à la direction générale des Haras. Les raisons de ce rattachement sont contenues dans un rapport du ministre de l'agriculture de cette époque, M. Hennessy, qui disait notamment :

« Il me paraît désirable d'envisager le rattachement
« des services vétérinaires à la direction des Haras, de
« manière à grouper tout ce qui concerne la production
« animale du pays. Les objets que visent les deux ser-

1. J.O. du 2 novembre 1899.

2. J.O. du 27 octobre 1911.

« vices sont connexes, l'entretien des équidés comporte
« de fréquentes interventions des services vétérinaires
« et d'autre part, l'enseignement des écoles nationales
« vétérinaires s'applique à la fois à la production, à la
« conservation et à l'exploitation de tous les animaux
« domestiques ; enfin l'interventionn des services vété-
« rinaires n'est nullement limitée à la prophylaxie des
« maladies réputées contagieuses, elle s'étend inévi-
« tablement à tout ce qui concerne l'hygiène et l'élevage
« des animaux..... ».

2° Il adjoignait au directeur des Haras *un inspecteur général* des services vétérinaires, détaché de l'administration centrale et qui était chargé de la direction des services vétérinaires, *relevant directement du ministre* pour tout ce qui concernait les attributions de ses services

Cette réforme, dont on ne saurait méconnaître l'importance, donnait aux services vétérinaires, désormais autonomes et dirigés par un technicien, une impulsion bienfaisante.

Malheureusement cette situation ne devait pas durer. Le personnel du Ministère de l'Agriculture — pour des raisons d'intérêts privés — déféra cet arrêté au Conseil d'Etat et en demanda l'annulation.

L'arrêt du Conseil d'Etat rendu le 10 février 1933 annula effectivement l'arrêté du 5 juillet 1929 pour les raisons suivantes :

« Considérant que les cadres du personnel de l'admi-
« nistration centrale du Ministère de l'Agriculture et,
« en particulier, le nombre des emplois de chefs de service
« ont été fixés par l'art. 1^{er} § 1^{er} du premier décret du
« 13 décembre 1912, pris dans la forme des règlements
« d'administration publique, notamment pour l'appli-

« cation des lois des 29 décembre 1882 (Art. 16) et
« 13 avril 1900 (Art. 35) qu'en vertu de ces dispositions
« législatives le nombre des dits emplois ne peut être
« augmenté que par une loi ; que dès lors, les dispositions
« de l'art. 3 du décret du 5 juillet 1929 ont été prises en
« méconnaissance de celles des lois et décrets précités ;
« que par suite, elles doivent être annulées comme enta-
« chées d'illégalité... ».

Sans incriminer cette décision — *d'ailleurs justifiée en droit*, il faut néanmoins reconnaître qu'à l'heure actuelle les services vétérinaires français ne sont pas à même de prendre une initiative aussi importante que celle que nous préconisons et qui s'avère pourtant chaque jour plus impérieusement nécessaire.

Souhaitons qu'une loi vienne rapidement réorganiser les services vétérinaires, condition indispensable de toute politique sanitaire consciencieuse et suivie.

CONCLUSION

LA SOLUTION DU PROBLEME

Nous nous étions proposés, au début de cette étude, de rechercher une solution au problème des échanges internationaux d'animaux vivants, capable de concilier les exigences de la protection sanitaire vétérinaire et la liberté du commerce international.

Après avoir examiné la question, sous ses divers aspects, nous estimons qu'une telle solution est possible, par conséquent souhaitable.

Jusqu'ici les autorités sanitaires se sont préoccupées de défendre le pays contre l'extension, à l'intérieur et l'introduction de l'extérieur, des maladies contagieuses.

Mais si des maladies jadis redoutables ont disparu, d'autres plus insidieuses ont pris leur place et contre elles les méthodes classiques de prophylaxie sont impuissantes.

A la lutte défensive il faut résolument substituer une lutte offensive. Il faut éviter des errements, naguère excusables, aujourd'hui impardonnables.

Il faut que chaque pays porte ses efforts sur ses élevages encore sains et se constitue des réserves, toujours plus nombreuses, d'animaux indemnes.

Les pays d'élevage doivent montrer l'exemple dans cette voie. Ils ont tout intérêt au point de vue économique, à ce que le commerce international des animaux

vivants soit libre. Et, quoi qu'on fasse, il ne sera libre que lorsqu'il sera *sans danger*.

Renforcer les mesures de protection, compliquer à l'infini les mesures de contrôle pour rendre aux échanges internationaux d'animaux vivants la place qui leur revient dans le commerce mondial, c'est, à notre avis, faire preuve d'un étrange aveuglement.

La solution du problème réside uniquement dans *l'organisation nationale*.

Ce qui paralyse les échanges, c'est moins le fait qu'il y a dans un pays des animaux malades, que l'incertitude dans laquelle on se trouve à l'égard de l'état sanitaire de tous les animaux de ce pays.

Pour remédier à cela il faut que les pays exportateurs se constituent des réserves d'animaux sains et n'autorisent les exportations d'animaux vivants que lorsqu'ils proviennent de ces réserves *officiellement « accréditées »*.

Il faut que les pays importateurs, pleinement conscients des risques qu'ils courent en introduisant chez eux des animaux étrangers, exigent une telle garantie et reportent leur confiance sur les pays capables de la leur donner.

Il faut que l'intérêt économique, venant au secours de la « discipline internationale » oblige chaque pays à comprendre que, si c'est pour lui un droit absolu de n'accepter à l'importation que des animaux exempts de toutes maladies contagieuses, ce lui est un *devoir non moins impérieux* de ne laisser sortir de son territoire que des animaux indemnes de ces mêmes maladies.

Vu, le Doyen :
Edgard ALLIX.

Vu, le Président :
LE FUR

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Position du problème	1
----------------------------	---

PLAN	9
------------	---

PREMIERE PARTIE

LA REGLEMENTATION

Chapitre I

Les mesures de protection

§ 1. Historique	13
§ 2. La situation actuelle	16
§ 3. La prohibition de source législative	18
§ 4. La prohibition de source administrative	20
§ 5. L'autorisation préalable	28
§ 6. Combinaison de divers procédés	29

Chapitre II

Mesures de contrôle

I. <i>Animaux de boucherie</i>	34
II. <i>Animaux autres que ceux destinés à la boucherie</i>	36
§ 1. Limitation des stations frontières d'entrée	36
§ 2. Production de certificats. — Vérification des documents .	37
§ 3. La quarantaine d'observation	40
§ 4. Les épreuves diagnostiques	42
§ 5. L'apposition de marques	43

Chapitre III

Les mesures de répression — Les sanctions	45
---	----

DEUXIEME PARTIE L'ŒUVRE DE LA S.D.N.

Chapitre I

Les premiers pas

§ 1.	La conférence pour la simplification des formalités douanières	52
§ 2.	La conférence pour l'abolition des prohibitions	54

Chapitre II

Le sous-comité des experts vétérinaires

§ 1.	Les garanties	68
	a) Le contrôle	68
	b) La documentation	69
	c) L'information	70
§ 2.	Les facilités	72
	a) Les systèmes de protection	72
	b) Les conventions vétérinaires bi-latérales	72
	c) Les certificats d'origine et de santé	73
	d) Application des mesures sanitaires d'après les maladies	74

Chapitre III

Les résultats

TROISIEME PARTIE

L'ORGANISATION NATIONALE

Chapitre I

Les limites des méthodes prophylactiques actuelles

§ 1.	Les méthodes employées	87
§ 2.	Les résultats obtenus	94
§ 3.	Les raisons de l'insuccès partiel	96

Chnpitre II

Les possibilités d'une méthode nouvelle de prophylaxie

§ 1.	La méthode des effectifs sains	104
§ 2.	La législation sanitaire basée sur la méthode des effectifs sains	106

Chapitre III**Les essais d'application pratique de la méthode
des effectifs sains**

- § 1. Les expériences étrangères 111
§ 2. Nécessité, en France, d'une réorganisation préalable des
services vétérinaires 112

CONCLUSION

- Solution du problème 117**

